

2011
2012

LICENCE 3 – SCIENCES ECONOMIQUES

COURS DE M. ALAIN MARCIANO



Histoire de la pensée économique



LICENCE 3 – SCIENCES ÉCONOMIQUES

COURS DE M. ALAIN MARCIANO

Cours magistral d'histoire de la pensée économique

Écrit pour les étudiants de troisième année de licence en sciences économiques

Pour toutes incompréhensions, imperfections ou erreurs éventuelles,

Merci de les signaler sur le forum de la faculté de sciences économiques de l'UM1, à cette adresse :

<http://www.forum-sceco.fr> (Connexion à partir de <http://gide-éco.fr/forum>), à défaut de ne pouvoir me contacter directement...

PRISE DE NOTE PAR : PLASMAN SYLVAIN

ANNÉE 2011 – 2012

Introduction

I. Objet du cours

L'histoire de la pensée économique est différente de l'histoire des doctrines économiques, elle-même différentes aussi de l'histoire des théories, mais reste une des histoires de l'économie. La différence provient essentiellement que dans l'histoire des théories met l'accent sur le contenu scientifique des idées et l'on considère que ces théories peuvent être distinguées des idéologies ou des doctrines que les économistes ont.

L'histoire de la pensée économique est plus vaste que l'histoire des théories car, précisément, dans une histoire de la pensée économique, on essaie de faire le lien entre les théories et les fondements idéologiques des théoriciens. On essaie aussi de comprendre l'interdépendance de l'économie et des autres sphères de la société.

Faire de l'histoire de la pensée économique signifie que l'on donne à l'économie une dimension politique, ce qui a pour conséquence de considérer l'économie comme une philosophie plus qu'une science, et suppose l'interdépendance entre les jugements de valeur et les théories.

Remarque :

- 1) L'argument donné fait objet d'un débat en économie pour savoir si, effectivement, il y a des jugements de valeur chez les économistes et sur ce que les économistes doivent faire de ces jugements de valeur.
Certains économistes considèrent qu'ils sont uniquement des scientifiques, et que par conséquent, quand ils énoncent une loi, ils exercent leur profession de scientifique ; leur utilisation de la théorie ne conduit à aucune recommandation politique. Le sociologue Max Weber a considéré que l'économie est dénuée de tout jugement de valeur ; les lois économiques sont donc toujours vraies scientifiquement. En revanche, d'autres économistes disent que les jugements de valeur sont toujours présents, et qu'il est nécessaire de les expliciter avant de commencer son travail théorique, car elle définit la théorie et la véracité de la théorie en fonction du modèle idéologique.
- 2) Dire qu'il y a des jugements de valeur ne veut pas dire qu'une idéologie est préférable qu'une autre car les idéologies sont incomparables.
- 3) La production des idées est nécessairement subjective ; personne n'a raison car il n'y a pas de vérité objective et toutes les idées sont le produit d'une expérience personnelle, ce qui implique la subjectivité des idées.
- 4) Plus on voit l'économie comme une technique, moins il est utile de faire de l'histoire des idées car les théories deviennent obsolètes par réfutation et l'instruction de ces théories devenues obsolètes rend son intérêt toute relative pour ne pas dire sans intérêt.

II. Utilité de l'HPE

L'histoire de la pensée économique est utile pour affiner la compréhension des théories en les mettant dans leur contexte. L'histoire de la pensée participe à la constitution d'une culture économique mais aussi générale, ce qui améliore ses capacités de réflexion : lorsque l'on a une culture historique on est capable de mieux évaluer ses idées et, par conséquent, d'éviter certaines erreurs faites dans le passé.

III. Qu'est-ce que l'économie ?

On peut faire une distinction entre analyse économique et économie politique. L'analyse économique se définit comme l'ensemble des théories économiques, c'est une vision technicienne de l'économie. L'économie politique repose sur l'hypothèse que les activités économiques ont toute une dimension politique et, réciproquement, que toutes activités politiques a un impact sur l'économie ; l'économie politique suppose l'interdépendance entre économie et politique (no kidding ...). L'économie politique a été inventée par Antoine de Monchrétien en 1615 en intitulant son ouvrage *Traité économique du trafic*, titre remplacé par *Traité d'économie politique*. Ce terme d'*économie politique* n'est pas utilisé une fois dans son ouvrage, alors pourquoi avoir changé son titre ? Le terme d'économie politique au XVIIIème siècle fait référence à l'économie appliquée à la gestion de la maison royale, c'est la science qui dit comment le roi peut s'enrichir. Ce terme revient ensuite en 1756 dans un article de l'encyclopédie écrit par Jean-Jacques Rousseau mais le véritable inventeur de ce concept est Adam Smith qui est plus ou moins le premier à expliquer, avec des concepts économiques, comme se forme l'ordre sociale.

On peut définir aussi l'économie par son objet ou sa méthode. Traditionnellement, c'est par son objet que l'économie est définie. Au début du XIXème siècle, l'économie est définie comme la science des richesses, par la publication de *la Richesse des Nations* d'Adam Smith. C'est aussi ce que dit Jean-Baptiste Say qui a défini l'économie comme la science qui étudie la manière dont se forme et se distribue les richesses¹. Robbins invente une définition de l'économie révolutionnaire dans le sens où personne ne perçoit le sens de ce qu'il définit à cette époque (1962) : « L'économie est une science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares et à usage alternatif. » Les êtres humains sont caractérisés par des objectifs multiples mais les moyens à notre disposition en sont limités ; nous sommes cependant obligés de faire des choix et l'économie est la science de ces choix : avec Robbins on passe à une science des richesses à la science des choix.

¹ Le terme de richesse ne fait référence qu'au terme de richesse matériel ; les services sont déterminés comme étant des travaux improductifs de richesse.

C'est deux définitions, celle de Say et Robbins, disent toutes les deux que l'économie est défini par son objet. Implicitement, cela signifie que l'économie est limitée à cet objet à ses activités spécifiquement économiques.

Parmi l'ensemble des activités humaines, certaines sont des activités économiques, et les économistes n'ont le droit, la légitimité, que d'étudier ces activités économiques. La différence entre Say et Robbins est la taille de l'objet d'étude. Chez Robbins, l'économiste a la légitimité pour étudier n'importe quel type de comportement car tous les comportements humains visent à lutter contre la rareté et à faire des choix. A partir des années 1960 et au début des années 1970, certains économistes vont commencer à insister sur le fait que l'économie n'est pas définie par son objet mais qu'elle est une méthode, une approche qui permet d'étudier les phénomènes individuels ou collectifs. Donc, il n'y a plus d'objet que les économistes peuvent étudier ; les économistes peuvent donc étudier tout ce qui les intéresse.

C'est un économiste américain, Gary Becker, Nobel d'économie en 1992, qui commence à défendre l'idée que l'économie peut être utilisée pour analyser n'importe quel type de phénomène. Il commence à développer une analyse économique de la criminalité. Ces théories ont été qualifiées d'impérialiste car l'économie envahit le domaine des autres sciences sociales en étant capable d'expliquer les phénomènes et les comportements mieux que les autres sciences sociales parce qu'elle permet d'expliquer les phénomènes avec des hypothèses beaucoup moins restrictives puisque l'économie a besoin que d'une hypothèse, celle de la rationalité individuelle.

L'économie comme science du choix ou comme science des échanges (conception smithienne) :

La définition de Robbins, où les individus sont contraints par la rareté est une définition comme science du choix, on considère que les agents sont des individus uniquement intéressés par l'acquisition d'objets, la seule chose qui intéresse les individus ce sont les biens qu'ils peuvent acquérir. Dans cette définition on met au second plan les relations entre individus, c'est-à-dire les échanges entre individus. On ignore la notion d'intersubjectivité, on n'a pas besoin de s'intéresser aux institutions qui permettent les échanges, on s'intéresse uniquement aux moyens qui permettent aux individus d'acquérir des objets. Cette approche est a-institutionnel. Cette conception de l'économie est individualiste.

Cette définition s'oppose à la définition de l'économie comme science des échanges, qui est une définition beaucoup plus politique car on considère l'homme vivant en société, qui utilise des institutions régi pas des droits, notamment le droit de propriété qui est fondamental.

Chapitre 1

Les physiocrates

École de pensée typiquement française, qui a été importante dans l'histoire de la pensée, qui a eu une durée assez courte : 1756-1780 (fin du 18^{ème}, époque de Louis 15).

Terme qui vient du grec : Physis (Nature) et Kratos (pouvoir). Terme inventé par Dupont De Nemours et les personnages importants sont : François Quesnay (1694-1774) et Mirabeau. Quesnay était le médecin de Louis 15, la doctrine physiocrate s'appuie sur ce que Quesnay a écrit, en l'occurrence son œuvre majeure est le tableau économique, ainsi que deux articles qu'il a écrit pour « L'encyclopédie » : « fermier » et « grain ».

Section 1 : la critique du Mercantilisme

La physiocratie a émergé en réaction contre le mercantilisme : ensemble de doctrines qui prônent l'enrichissement provenant de l'accumulation de richesses, et en particulier des métaux précieux. Il y a eu plusieurs formes de mercantilisme. Il y a des différences entre ces théories mais toutes convergent vers une même vision du fonctionnement de l'économie avec un objectif l'accumulation de richesse grâce à un moyen : le commerce.

Les commerçants sont donc la classe productive.

Les physiocrates considèrent que les mercantilistes sont à l'origine des crises qui touchent le pays. Il y a d'abord une crise des finances publique : l'Etat est en faillite. On a aussi une crise d'ordre politique, guerre de 7ans, qui se solde par la perte des colonies américaines, et a contribué à alourdir davantage les finances. Et pour finir il y a une crise agricole, l'agriculture française ne produit pas suffisamment pour nourrir le pays (famines).

Les physiocrates reprochent aux mercantilistes d'avoir négligé l'agriculture et la nature au profit du commerce et de l'artificiel. Le reproche est d'autant plus justifié que les physiocrates sont persuadés que la France a suffisamment de capacité agricole pour nourrir le pays, qui calcule que l'agriculture pourrait nourrir 31 millions de personnes alors qu'il n'y a que 18 millions de personnes, ce qui démontre donc bien que la France est affamé parce que la richesse est mal gérée. Et par conséquent pour sortir de cette crise il faut aller chercher les richesses là où elles se trouvent et les orienter correctement vers les gens qui en ont besoin. Une fois que la richesse

est créée pour l'orientée de manière efficace il faut autoriser la liberté du commerce et notamment du commerce agricole (« commerce des grains »).

La physiocratie repose sur 2 idées :

- d'une part l'agriculture est la source de la richesse et le commerce est secondaire.
- pour commercialiser et répartir la richesse créée par l'agriculture il faut supprimer toutes les barrières à l'échange à l'intérieur du pays mais aussi avec les autres pays.

L'un des premiers à avoir critiqué le mercantilisme parce qu'il favorise le superflus au détriment du nécessaire c'est Boisguillebert, qui est un précurseur des physiocrates dont les idées seront reprises par les physiocrates. Dans un ouvrage écrit en 1697 il fait la distinction entre les richesses nécessaires et les richesses superflues. Il considère que les richesses nécessaires doivent précéder les superflues, et il considère que l'agriculture est à l'origine de ces richesses.

Section 2 : les principes de la physiocratie

✚ La théorie du produit net

Quesnay part d'observations empiriques, en effet il observe le fonctionnement des exploitations agricoles et avec d'autres physiocrates ils établissent une comptabilité de ces exploitations.

Les deux concepts que Quesnay élabore à partir de ses observations sont les concepts de produit brut et produit net.

Produit Brut = somme des intérêts reçus sur les avances primitive + avances annuelles + produit net.

Produit Net = rente (de la terre) + impôts

Produit brut représente la richesse nationale brut

Produit net représente la différence entre la richesse obtenue par la production et la richesse dépensée pour produire.

Pour les physiocrates la notion de richesse est matérielle, est non pas monétaire comme chez les mercantilistes.

Dans cette définition on comprend pourquoi l'industrie et le commerce ne crée pas de richesses car il ne crée pas de matières. L'industrie se contente de transformer les matières. On comprend pourquoi le commerce et l'industrie sont considérés comme des classes stériles qui transforment, transportent mais qui n'ajoutent rien. Le revenu brut de ces activités, est égal aux dépenses faites pour produire, par conséquent le produit net est nul. La seule classe qui crée la richesse c'est l'agriculture. Par conséquent l'agriculteur crée un surplus, un produit net positif, c'est la seule classe productive

Pour les physiocrates le surplus est possible car leur travail est complété par celui de la nature : « Dieu seul est producteur » Dupont de Nemours

Le tableau économique

[Tableau économique](#)

Il décrit la manière dont se forment et se répartissent les richesses dans l'économie, l'idée centrale est l'idée de circulation, et le tableau représente la circulation des richesses dans l'économie comme la circulation du sang dans un corps. Il a une conception organiciste de l'économie, qui est une conséquence de sa profession de médecin.

Précurseurs :

- [Boisguillbert](#)
- [Richard Cantillon](#)

Ils sont considérés plutôt comme libéraux, mais ce sont surtout des socialistes qui vont reprendre le concept ([tableau input, output de Leontieff](#)).

En 1758 : version de L'encyclopédie

1766 : version utilisée actuellement

Il y a 3 catégories d'acteurs :

- La classe productive
- La classe stérile
- Propriétaires (clergé, Roi, ceux qui perçoivent les impôts)

Ce qui est important de noter c'est que la classe stérile et les propriétaires bien qu'il ne crée pas de surplus ne sont pas totalement inutile, en effet il contribue à faire circuler les richesses dans l'économie, entre les classes.

Entre ces 3 classes circulent trois types de ressources : les avances (ressources indispensables pour la production) et les reprises (ressources utilisées pour reconstituer les avances, partie des bénéfices utilisée pour reconstituer son capital).

Avances :

- **Primitives** : correspond aux investissements en capital fixe que les agriculteurs utilisent pour produire.
- **Annuelles** : capital circulant

La classe stérile a une avance de 1 milliard qui lui provient par les achats de biens manufacturés par les agriculteurs. Elle dépense son avance en achat à la classe productive, et reconstitue son avance, la classe stérile ce qu'elle a gagné sous forme de réinvestissement et achat de bien de consommation → produit net nul.

La classe des propriétaires a un revenu de 2 milliards qu'il dépense de la façon suivante : 1 milliard pour la classe productive et 1 milliard pour la classe stérile.

Il dépense aussi la totalité de leur revenu .

La classe productive produit pour 5 milliards, il en dépense 2 sous forme d'avances annuelles et 1 sous forme d'avances primitives, et par conséquent il leur en reste 2, qui sont versés aux propriétaires fonciers.

La classe productive est la seule qui fait des avances primitives et annuelles, elle est donc la seule qui entretient le capital fixe et le capital circulant et en plus la classe productive est capable de dégager un revenu supplémentaire qu'elle reverse aux propriétaires qui correspond au produit net. Elle est la seule à s'auto-entretenir et payer un loyer. Elle dégage un surplus qui permet d'équilibrer et de faire fonctionner l'économie. Sans ce surplus les propriétaires n'ont pas de revenus et la classe stérile manque d'argent.

La liberté du commerce et des grains

Les physiocrates proposent des recommandations de politique économique qui sont synthétisées dans une formule bien connue : le laissez-faire, le laissez-passer, associé traditionnellement avec l'ultralibéralisme, formule que l'on attribue à Gournay

La formule de Gournay s'applique en matière première agricole, l'idée étant que le meilleur moyen de répartir la richesse créée par l'agriculture est de laisser circuler librement (entre et dans les nations) les grains et que d'une certaine façon cette liberté de circuler contribue à l'enrichissement. 3 effets directs sont attendus de l'aboutissement de cette liberté de circulation : l'unification, la stabilisation et l'augmentation des prix, permettant la sécurisation des ressources des agriculteurs. L'augmentation des prix permet l'enrichissement des agriculteurs ; la quantité de ressources qui va circuler dans l'économie sera plus importante.

Cette liberté du commerce permet d'assurer que les denrées agricoles seront vendues à un bon prix, assurant un chiffre d'affaire élevé. Le libre-échange garantit l'élévation du niveau de vie ; c'est un moyen de sortir de la crise créée par le mercantilisme : le mercantilisme et la fermeture des frontières vont créer de la récession. En fermant les frontières, on empêche les matières agricoles d'aller là où les matières en ont besoin. On dirait aujourd'hui (car ce ne sont pas des termes des physiocrates) que *cela empêche une allocation efficace des ressources*. La fermeture des frontières provoquerait une abondance de grains dans le pays et donc une baisse des prix, impliquant un appauvrissement du pays.

Ces réflexions vont inspirer le roi et ses ministres et orienter la politique économique vers le libéralisme et le libre-échange. Ce sont les physiocrates qui ont, directement ou indirectement, rédigé un édit du 18 Juillet 1764 qui autorisé la libre-exportation des grains. Le résultat a été une augmentation du prix du pain, provoquant un mécontentement sauvage chez la population et le roi a fait marche arrière. Retour à l'ancienne réglementation, protectionniste en 1770.

Cette défense du libre-échange et de la liberté du commerce repose sur une croyance dans l'ordre naturel, voulu par dieu : les sociétés sont naturellement et spontanément ordonnés ; il ne peut pas y avoir de crise, ni de récession, et cela va d'autant mieux puisque il est forcément bon. Si cette société est naturellement ordonnée, il n'est pas nécessaire d'intervenir pour améliorer le fonctionnement de la société et de l'économie. La politique est donc inutile voire nuisible car elle vise à se substituer à une situation qui est déjà la meilleure possible.

L'argument économique de la liberté du commerce s'appuie sur un argument que l'on peut dire philosophique, en l'occurrence théologique, qui est en la croyance dans cet ordre

naturel. L'objectif de ces économistes est de faire en sorte que soit respecté ces lois naturelles qui gouvernent au mieux les sociétés. Cet argument signifie une défense de l'anarchie. Cependant les physiocrates sont en faveur de la monarchie héréditaire et en faveur même du despotisme légal, mais dans le respect, c'est-à-dire que ce régime n'est pas une tyrannie ni une dictature, précisément parce qu'il repose sur le droit naturel, sur l'ordre naturel et que donc il est juste...

Chapitre II

L'école classique anglaise et ses prolongements continentaux

Le terme d'économie politique classique a été inventé par Karl Marx, en faisant la distinction entre 2 formes d'économies :

- L'économie politique classique, qui : « *cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise* » Ce qui veut dire que l'économie politique classique procède à une analyse scientifique du fonctionnement du système capitaliste.
- L'économie vulgaire est celle qui se contente de faire l'apologie du système capitaliste sans chercher à comprendre véritablement comment elle fonctionne.

Ce qui intéresse Marx dans l'économie politique classique, c'est qu'elle propose une théorie de la valeur travail et, pour lui, ce concept est très important pour comprendre le capitalisme et en faire la critique.

Keynes va donner une autre vision de l'économie classique, car elle inclut les néo-classiques dans l'école classique, car il cherche à critiquer la croyance dans l'efficacité des marchés pour pouvoir expliquer les crises de surproduction (1929) et donc il fait un ensemble de tous les économistes qui croient dans l'efficacité des marchés.

La définition de Marx a un autre avantage : elle renvoie à une spécificité des économistes classique que Keynes ignore car il reste focalisé sur l'économie ; l'économie n'existe pas comme sens indépendant qui ne chercherait à expliquer que les phénomènes économiques. L'économie classique propose une réflexion politique, les économistes sont aussi philosophes et leurs réflexions économiques font partie d'une réflexion globale sur la société. Cet objectif politique est précisément ce qui est perdu de vue par les économistes néo-classiques.

Section I : Les précurseurs

Les deux idées dont on va parler viennent d'économistes qui ont fondé l'économie politique classique : l'harmonie naturelle des intérêts et l'individualisme, et ces deux concepts sont aux fondements du libéralisme

I. Ordre spontané et harmonie naturelle des intérêts

Dans les sociétés humaines, l'ordre se fait spontanément parce que les intérêts individuels s'harmonisent naturellement. L'harmonie naturelle signifie que, dans le fondement des sociétés, se trouve l'intérêt individuel et que si chacun poursuit son propre intérêt alors la société sera parfaitement ordonnée et fonctionnera correctement. On abandonne la référence à la puissance divine. La croyance dans l'ordre spontané est une croyance assez optimiste dans le fait qu'aucune intervention extérieure n'est nécessaire pour réguler, ordonner la société : c'est justement l'intervention humaine qui crée la crise économique, l'intervention de l'état est néfaste. Cet argument que l'on retrouvera chez Adam Smith sous la forme de la *Main Invisible*. On le retrouve chez Boisguillebert : Il y a une tradition de l'ordre spontané qui va jusqu'au XX^{ème} siècle.

Au XVIII^{ème} siècle, l'un des premiers à avoir formalisé cette idée est Bernard de Mandeville, qui, comme son nom l'indique, est né à Mandeville au Pays-Bas en 1670. En 1705, il écrit un premier poème intitulé *La Ruche Murmurante (The Grumbling Hive)* où il explique comment les gens mauvais produisent de l'ordre social, et ce poème va rencontrer beaucoup de succès et va créer une certaine polémique, ce qui va le conduire à écrire une version plus longue en 1714, intitulé *La Fable des Abeilles*. C'est un ouvrage qui décrit le fonctionnement d'une ruche et qui explique comment les vices privés se transforment en vertus publiques, c'est-à-dire comment l'envie, la jalousie, la vanité, l'avarice sont les fondements d'une société riche, puissante, ordonnée et stable. A l'inverse, les vertus privées conduisent au désordre.

Son histoire est précisément celle d'une ruche dans laquelle les abeilles ont tous les vices possibles et imaginables, et qui prospère. Les abeilles vivent très mal d'avoir des vices et demandent à Jupiter de devenir vertueuse et le résultat est que toutes les industries périssent, le chômage arrive, et la ruche devient pauvre. *La Fable des Abeilles* est un des ouvrages fondateurs du libéralisme car il explique que le bonheur et la prospérité ne proviennent pas de l'accumulation des vertus individuelles et la morale est socialement inefficace dans le sens où elle crée de la pauvreté et du désordre.

Ici, tous les individus travaillent au bien commun parce qu'il travaille au bien privé. Il y a donc un effet de composition entre les différentes actions individuelles qui se combinent et se compensent de façon à engendrer un système qui est prospère : ce n'est pas une puissance divine ni la morale naturelle qui garantissent l'ordre mais, au contraire, l'absence de morale qui crée l'ordre. Cela ne veut pas dire que, dans le système de Mandeville, il n'y a pas de place pour les vertueux mais qu'être vertueux ne provient que de l'intérêt individuel : On reconnaît que les êtres humains sont intéressés et que cela ne sert à rien de vouloir les changer.

II. La sympathie et l'ordre spontané

Pour comprendre la nature, la dimension morale de l'ordre spontané, il faut comprendre ce concept de Sympathie. Le terme de sympathie est une traduction française de l'anglais *Sympathy*.

On est dans une forme d'individualisme plus morale, différent de la conception de Mandeville. C'est un concept très ancien, très utilisé au XVIII^{ème} siècle, et en particulier, deux personnes qui sont associées à la naissance de l'économie politique.

(David) Hume est un philosophe écossais, comme Smith, et appartient à un courant intellectuel appelé le courant des lumières écossaises. Le courant des lumières continentales (Kant) est un courant rationaliste. Cette philosophie peut être associée à la philosophie de Descartes, qui dit que ce qui caractérise les êtres humains des animaux est d'être doté d'une capacité particulière, la raison, dans un sens très fort, qui permettent d'interpréter correctement les sens, qui permettent de percevoir le monde. Descartes dit qu'il faut douter des informations que les sens nous transmettent. Hume affirme cependant qu'il n'existe pas de raison rationnel qui caractérise l'Homme ; les êtres humains ont accès au monde par leur sens.

Condillac, lui, a imaginé la chose suivante : Une statue de marbre, quelque chose privée de ses sens. Privée de ses sens, la statue n'est pas un être humain. La statue devient humaine lorsqu'elle retrouve ses sens (« *Oui, ce sont les sens qui font un être humain. Oui, les animaux sont des êtres humains. OUI, je révolutionne la génétique moi MÔSSJEU* » - Étienne Bonnot de Condillac, Abbé de Mureau). L'induction et la connaissance sont des éléments importants de cette théorie : comment expliquer le savoir, la connaissance, dans une théorie fondée comme celle de Hume ? Hume recluse l'approche cartésienne comme quoi la raison explique la connaissance, c'est l'expérience qui nous permet de savoir certaines choses et qui limite certaines de nos connaissances aussi. On ne peut pas savoir avec certitude que le soleil se lève à l'est, ou, dit autrement, ce n'est pas parce que nous avons observé un phénomène se répéter à multiples reprises que nous pouvons en induire, en inférer, qu'il va se répéter de nouveau. Cette théorie n'est vraie que tant qu'elle n'a pas été réfutée. Peut-on donc prouver que les théories sont vraies ?

Cette conception de la nature humaine est nécessairement individualiste, car chaque individu a sa propre histoire et ses propres expériences. C'est aussi individualiste que Descartes mais d'une manière différente. Parmi tous les principes qui expliquent la transformation des impressions en idées, il y a un principe d'utilité : les individus, dit Hume, cherche à obtenir du plaisir et éviter de la douleur, et donc sont guidés par une forme d'intérêt personnel, mais l'Homme n'est pas guidé que par son intérêt personnel, il y a aussi une dimension morale dans son comportement, qui n'est pas donné a priori, dans le sens où ce qui est bon, bien, juste, est défini par l'approbation des autres. Cette approbation passe par la sympathie, qui est une capacité à éprouver les mêmes sentiments que les autres individus : c'est un moyen de communiquer avec les autres de manière implicite. C'est une capacité cependant limitée aux membres d'une même famille, aux gens proches, et donc, cela veut dire que l'on va chercher à obtenir l'approbation de ces gens et on va prendre en considération leur réaction. Chez Hume, la

sympathie explique que les individus collaborent avec des proches mais explique aussi que l'on ne coopère pas avec les personnes *éloignées*.

On a un individualisme morale parce qu'il est fondé sur la capacité à sympathiser avec autrui : il pense aux autres quand il éprouve ce sentiment de sympathie avec les autres.

Si la connaissance dépend de l'expérience, alors celle-ci est donc limitée par l'expérience : tout ce qui n'a pas été expérimenté n'est pas connu. La sympathie permet ici de connaître quelque chose qui n'a pas été expérimenté par la communication implicite de la sympathie avec les personnes qui ont pratiqué. Cette conception de la nature humaine est celle que l'on retrouve dans l'économie comportementale du XX^{ème} siècle.

Hume fonde un libéralisme qui est très particulier parce qu'il suppose qu'on ne peut pas rationnellement tout connaître, opposé à la rationalité néoclassique, et ce libéralisme a une dimension morale. On retrouve la même chose chez Adam Smith, avec l'économie en plus...

Section 2 : La théorie philosophique et économique d'Adam Smith

Né en 1723, mort en 1790, Adam Smith a enseigné la logique et la philosophie morale, à l'université d'Edimbourg et à Glasgow, et il a écrit 2 ouvrages fondamentaux, *Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* en 1776, et *La Théorie des Sentiments Moraux* en 1759.

I. Le problème Adam Smith

C'est une traduction de l'allemand : *Das A.S. Problem*, mis en évidence par les philosophes allemands, ici, Marx et Hegel. Ce problème a souvent été causé par la différence entre ses deux ouvrages. *La Richesse des Nations* est un ouvrage fondamentalement économique dans lequel défend des thèses libérales : le laissez-faire, la division du travail, le marché et la main invisible (la non-intervention de l'Etat) et surtout l'intérêt personnel. L'une des phrases d'Adam Smith les plus citées est la suivante : « *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre diner mais de leur soucis pour leur intérêt personnel* ». Le marché fonctionne donc à partir de l'intérêt personnel. Cependant, dans *la Théorie des Sentiments Moraux*, l'argumentaire est totalement différent : « *Les individus éprouvent de la sympathie et de la bienveillance des uns pour les autres. [...]* ». Même si l'on est égoïste, il existe un principe qui nous pousse à s'intéresser au bonheur des autres uniquement pour le plaisir [d'en être témoin].

II. La théorie de la valeur et de la répartition

Le problème posé par les 2 ouvrages d'Adam Smith, précédemment cités, n'est finalement pas un réel problème car il y a complémentarité entre ces ouvrages. Ce qu'avait écrit Hegel et Marx sur ce problème est donc un faux problème : la sympathie et l'intérêt personnel ne s'oppose pas.

Le deuxième élément qui est important de comprendre est que Smith écrit au début de la révolution industrielle, ce qui implique que :

- Il y a un certain optimisme dans la pensée de Smith, car il espère des résultats positifs de cette révolution industrielle.
- Avec la révolution industrielle apparaît le « concept de marché » : Le marché devient un mode d'organisation de la société (et de l'économie). Ce concept se généralise ; l'ouvrage de Karl Polanyi explique cette généralisation. Le marché devient un moyen par lequel sont organisés les échanges et interactions entre les individus.

Sur un marché, les échanges entre individus sont totalement impersonnels ; on ne connaît pas la personne avec qui l'on va réaliser la transaction, ce qui est nouveau par rapport à ce qui se passait avant la révolution industrielle parce que les économies fonctionnaient sur la base de relations personnelles (Le marché « déshumanise » l'économie). Le marché reste lié à l'échange, ce qui veut dire que, en étant basé sur le marché, l'économie devient essentiellement une économie d'échange (Il faut produire pour échanger).

L'échange est un échange de marchandises : il faut donc trouver un moyen de comparer les marchandises, trouver une valeur commune pour pouvoir réaliser ces échanges. La question de la valeur devient primordiale. La réflexion de Smith sur la valeur est une des conséquences de l'importance prise par le marché dans la société et dans l'économie dans laquelle il vit.

A. La théorie de la valeur travail

Adam Smith propose une théorie de la valeur travail, et pour arriver à cette théorie, il fait la différence entre valeur d'usage et valeur d'échange : Il refuse de fonder la valeur sur l'utilité², en partant du fameux paradoxe de la valeur de l'eau et du diamant : Certains biens ont une valeur d'usage mais pas de valeur d'échange, comme l'eau. D'autres biens ont peu de valeurs d'usage mais une valeur d'échange très élevée, comme le diamant. Il y a un paradoxe dans le fait que l'eau sera vendue très cher dans le désert, comment expliquer cela ?

D'après Smith, deux réponses sont possibles :

- Cela peut dépendre de la structure de marché : Si l'eau est vendue en monopole, alors on peut expliquer le paradoxe. Dans ce cas, tout se passe comme s'il n'y avait qu'un seul

² Valeur d'utilité : La valeur d'échange dépend de l'utilité que l'on retire de la consommation du bien évaluée et de sa rareté

exemplaire du verre d'eau (Rapport rareté/prix). Le prix ne dépend pas alors de la valeur même de l'eau.

- Si l'eau est vendue de manière régulière, alors le prix élevé de l'eau s'explique par le coût de production et le transport de l'eau dans le désert.

Le prix s'explique donc soit par sa rareté soit par ses coûts de production mais en aucun cas par la valeur retirée par la consommation de l'eau ; ce que démontre Smith, c'est que la valeur d'échange d'un bien ne peut pas être définie par l'utilité retiré par le consommateur, alors la valeur sera fondée par le travail, comme étant valeur d'échange de toutes marchandises :

- La valeur d'un bien est mesurée par la quantité de travail demandée pour produire ce bien ; dans ce cas on dit que la valeur est mesurée par le travail « incorporé » dans le bien.
- La valeur d'un bien peut être aussi mesurée par la quantité de travail commandée par le bien lui-même ; on parle de théorie de la valeur « commandée ».

Chez Smith, l'interprétation qu'il faut retenir est la première ; il nous propose à la fois une théorie de la valeur travail, mais aussi une théorie de la valeur travail incorporée.

B. La répartition des revenus

Les classiques considèrent qu'il existe deux types de revenus ; les revenus primaires et les revenus secondaires. Les revenus primaires sont les revenus qui sont directement liés au processus de production, comme les salaires versés aux travailleurs productif (rémunéré à la productivité marginale du travail), les profits et les rentes foncières. Les revenus secondaires sont des revenus de redistribution, de transfert, qui correspondent aux impôts, intérêts et les salaires versés aux travailleurs improductifs³.

Les revenus auxquels s'intéressent les économistes classiques sont les revenus primaires. Ces mêmes revenus peuvent être eux aussi classés en 2 catégories ; les revenus du travail et ceux de la propriété. Les revenus de la propriété sont des revenus résiduels, obtenus par différence, déduction sur les revenus du travail : Le profit est le résidu qui reste, une fois les salaires payés ; la rente est ce qu'il reste lorsque le produit du travail de la terre a été payé. Ces deux revenus.

C'est le travail qui fonde tous les revenus, qui fonde donc la richesse des nations : c'est à partir du travail et des salaires que la collectivité va vivre. Il n'y a pas, chez Smith, de théorie de la rente ; il ne fait que constater son existence. Cependant, le travail est lui-même une

³ Travailleurs qui ne participent pas à la fabrication, au transport et à la commercialisation des objets matériels (incluant les services)

marchandise ; par conséquent, quelle est la valeur de cette marchandise ? Elle ne fait que dépendre du travail *incorporé*.

Comme toute marchandise, le travail a deux prix, le prix/salaire naturel et le prix/salaire courant :

Le salaire naturel est le salaire de subsistance : il est déterminé par la valeur des biens nécessaires à la subsistance du travailleur. Puisqu'il s'agit du salaire naturel, il est normal que le salaire courant corresponde au salaire de subsistance. Il est possible cependant que le salaire courant diffère du salaire de subsistance, mais cette situation n'est pas durable car si le salaire courant est plus élevé que le salaire de subsistance alors la population va augmenter (baisse du taux de mortalité), augmentant par conséquent l'offre de travail, ce qui entraîne une baisse du salaire jusqu'à son niveau naturel, qui est un point d'équilibre. Inversement quand le salaire baisse de son niveau d'équilibre (de subsistance). Ceci est la loi d'Airain.

III. Division du travail, main invisible et laisser-faire

Le point de départ de la Richesse des nations est une réflexion sur la notion de Richesse. Ce questionnement n'est pas original, c'est le même type de question que l'on trouve chez les mercantilistes ou physiocrates, mais la réponse (la définition de la Richesse) donnée par Smith est différente de les leur. Il considère que les définitions données par les mercantilistes et les physiocrates étaient trop restrictives. Il s'écarte des mercantilistes qui considèrent que seul l'argent était source de Richesse car chez Smith, la richesse matérielle est aussi source de Richesse. Chez les physiocrates, la Richesse est fondée sur l'agriculture, Smith la rejette aussi car il considère que l'industrie crée aussi de la Richesse.

La Richesse est donc constituée de toutes les choses nécessaires et commodes (superflus) à la vie, que permet d'obtenir le travail annuel de la Nation. La Richesse est tout ce que le travail a permis de créer. Cette Richesse est doublement fondée sur le travail : le travail produit des marchandises qui ont une valeur, et d'autre part, le travail crée aussi de la Richesse quand il est organisé de manière particulière (division du travail). C'est la division du travail qui permet l'accroissement des capacités productives des travailleurs, et donc qui permet d'augmenter la Richesse de la Nation.

Le concept de division du travail est venu à Smith de l'observation d'une fabrique d'épingle. Il observe que, dans cette entreprise, la division des tâches entre travailleurs leur permet d'être particulièrement efficaces. Il va théoriser cette observation en disant que la division du travail augmente la productivité par 3 moyens différents :

- La spécialisation des ouvriers dans une tâche particulière
- La diminution des pertes de temps liée aux changements de tâches
- L'utilisation de machines

Adam Smith est le premier à proposer une théorie de la division du travail, qui est au cœur de la mondialisation. La division du travail n'est pas le produit de la sagesse de l'Homme, au sens où ce n'est pas le résultat volontaire d'une action murement et/ou collectivement réfléchie, mais c'est la conséquence involontaire d'une caractéristique fondamentale de la nature humaine, en l'occurrence, la propension à l'échange, qui pousse les gens à se spécialiser dans les activités dans lesquelles ils sont le plus productif. Il n'est pas nécessaire de tout produire, on peut produire seulement certains objets puis les échanger avec d'autres personnes. La division du travail est le résultat spontané du fait que les individus cherchent à échanger des biens avec d'autres individus.

Cette division du travail va se combiner à un autre mécanisme : le mécanisme de la Main Invisible, expliquant comment des individus, qui ne sont préoccupés que de leur intérêt personnel, puissent néanmoins contribuer au bien collectif et à la Richesse collective. On retrouve donc dans la Main Invisible la même idée qu'on trouvait chez Mandeville (*La Fable des Abeilles*) : comment l'intérêt personnel contribue au bien de tous. Il y a donc un effet de composition dans la société qui articule les actions individuelles, les unes avec les autres, de façon à produire de l'ordre social et de l'efficacité. C'est une théorie qui nous dit que l'ordre est le produit de l'action des Hommes et non de leurs desseins (objectifs) : l'ordre n'est pas voulu explicitement par les individus mais, il est la conséquence inattendue et imprévue des interactions entre les individus.

Le concept de main invisible a été utilisé pour caractériser le libéralisme de Smith et aussi pour associer le nom (et sa pensée) au marché. Cette argumentation est extrêmement abusive, voire fautive, parce que rien dans les écrits de Smith ne permet de justifier l'idée qu'il ait pu associer le marché à la Main Invisible. De la même façon, il n'y a rien qui permet de justifier que ce soit un économiste libérale, voire ultra-libérale. Le portrait que nous avons de lui n'est pas fidèle, il a été tracé par des gens qui voulaient utiliser sa pensée.

L'expression de « Main Invisible » apparaît 3 fois dans l'œuvre entière de Smith :

- Une 1^{ère} fois dans un essai qui a été publié après sa mort et dont on pense qu'il l'a écrit en 1758 et qui porte sur l'histoire de l'astronomie, c'est un ouvrage dans lequel Smith explique sa conception de la méthodologie de la recherche intellectuelle. Il parle de la main invisible de Jupiter.
Cette utilisation de concept n'a pas beaucoup de rapport avec l'utilisation qui est faite d'habitude.
- La 2^{ème} fois que l'expression apparaît c'est dans la théorie des sentiments moraux, dans le passage dans lequel il discute la légitimité du luxe :
« Par cette consommation les riches sont conduit par une main invisible à accomplir presque la même distribution que celle qui aurait eu lieu si la terre aurait été divisée en proportions égales entre les tous ses habitants. »
Les riches poursuivant que leur intérêt personnel conduisent au même résultat comme s'ils se sont occupés du bien-être des autres.

- La 3^{ème} fois est dans la richesse des nations, il explique que : « ce n'est que dans la vue d'un profit qu'un homme emploie son capital et dans ce cas son intention n'est pas de servir l'intérêt public et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. Il ne pense alors qu'à son propre gain et en cela il est conduit par une main invisible à remplir une finalité/fin qui n'entre nullement dans ses intentions. Dans ce passage, Smith raisonne en terme d'allocation de ressources et explique donc que penser à soi, à son propre intérêt, est le meilleur moyen à contribuer au bien public.

Smith n'a jamais fait référence au marché, ni à la concurrence. Il est difficile de considérer que ce principe fonde une économie libérale concurrentielle marchande. Malgré tout, la main invisible justifie une organisation de la société dans laquelle l'intervention de l'État est limitée.

La main visible de l'État ne peut pas faire mieux que la main invisible qui pousse sans que les gens le sachent.

IV. Accumulation, croissance et commerce extérieur

La division de travail et la main invisible s'appliquent également au niveau international ; ils justifient le laisser-faire dans les pays et le laisser-passer/aller entre les pays. Entre les pays, la règle doit être le libre-échange, ce qui est le meilleur moyen d'assurer la paix et la prospérité des pays. Le libre-échange possède une fonction à la fois économique et politique, Smith prolonge la théorie du doux-commerce de Montesquieu, parce que le commerce peut être doux au sens où il supprime les conflits.

On est dans cette idée où la libéralisation du commerce international supprimera tous les conflits. C'est une idée qui va se retrouver chez les libéraux, même encore aujourd'hui (Absence de protectionnisme). Le libre-échange a une dimension économique qui est d'éviter que l'économie ne tombe pas dans l'État stationnaire.

L'argumentation de Smith est la suivante :

Son point de départ est l'accumulation, c'est-à-dire un investissement. Cet investissement n'est possible que s'il y a eu une épargne préalable. Il faut une épargne et seuls les capitalistes peuvent épargner et donc l'épargne des capitalistes est le fondement de la croissance économique. Le problème est que le profit baisse dans le long terme parce que plus le capital est important, plus il y a eu d'investissement dans le passé, moins il y a de possibilité de placements rentables. Le taux de profit baisse et donc le taux de croissance baisse également jusqu'à s'arrêter complètement. Lorsqu'il n'y a plus de possibilités d'investissement, il n'y a plus non plus de croissance ou profit possible : on se retrouve dans un État stationnaire. Cet État stationnaire est la situation vers lequel toute économie tend à long terme.

Il y a un moyen à s'échapper de cette fatalité : le commerce extérieur et le libre-échange parce que cela ouvre de nouvelles possibilités d'investissement et de profit et donc de croissance.

Le commerce international va s'accompagner par une division internationale du travail qui conduit chaque pays à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils possèdent un avantage absolu.

Smith propose une théorie de commerce internationale fondée sur les avantages absolus qui sera critiquée par Ricardo, qui à son tour propose une théorie des avantages relatifs. Cette avantage absolu permet de produire de biens à un prix plus faible que les autres pays et donc contribue à l'augmentation de la richesse et supprime l'État stationnaire.

Le libre-échange supprime les frontières entre les pays, contribue à la richesse et au bien-être de tous de manière tout-à-fait spontanée. Cette logique est assez libérale, mais est limitée.

V. Une adhésion limitée au libéralisme

Smith a eu des idées, des théories qui sont de tendance libérale parce qu'elles demandent peu d'intervention de l'État. Malgré tout, Smith accepte certaines interventions. Il n'est pas dogmatique. Il a conscience que le système libéral a des imperfections, en particulier il a conscience des oppositions des intérêts qui existent entre « classes sociales ». Il a conscience que les rapports entre les individus sont déterminés par des rapports de force (employeurs / employés).

Il admet donc que l'État puisse améliorer ces rapports entre les classes sociales. Cela le conduit à accepter les lois d'aide aux pauvres. Cette dimension donne un aspect social à son libéralisme que d'autres auteurs n'ont pas ; Or il a cette conviction que le libéralisme, malgré ces défauts est moins pire, en particulier, même si le libéralisme accroît les inégalités. C'est un système qui permet la croissance et cette croissance profite à tout le monde, ce qui n'est pas le cas dans les autres systèmes.

Section 3 : le libéralisme pessimiste de Malthus et Ricardo

On oppose traditionnellement les pensées de Smith d'un côté et ceux de Malthus et de Ricardo de l'autre, parce que le premier était optimiste dans le système capitaliste pendant que de l'autre côté, Malthus et Ricardo étaient pessimistes. Ils percevaient dans le système capitaliste des tensions et des conflits, par contre Smith y voyait que de l'ordre et de l'harmonie.

Une des explications tient dans le fait qu'ils n'ont pas vécu la même époque, il y a environ une cinquantaine d'années entre leurs publications respectives et la situation d'Angleterre a changé radicalement. Entre les deux il s'est passée la 1^{ère} révolution industrielle, elle a commencé et s'est terminée. Cette révolution s'est accompagnée d'un changement radical de la société, on a vu apparaître un prolétariat industriel qui n'existait pas avant et qui était très

pauvre. On a peu observé aussi de mouvements de populations de la campagne vers les villes. Cette pauvreté a causé un problème politique car il fallait prendre des mesures pour essayer de la limiter. Ces mesures ont conduit Malthus à écrire son essai sur la population.

Un autre problème qui se pose avec la 2^{ème} révolution industrielle, c'est qu'on observe une augmentation de la population qui pose des problèmes de subsistance et qui conduit l'Angleterre d'importer des matières premières agricoles de l'étranger. Ces importations ont posé un certain nombre de problèmes aux propriétaires terriens (concurrence de l'étranger) qui vont faire pression sur le gouvernement pour que soit voté un certain nombre de lois en occurrence les « corn laws », visant à réguler le prix du blé de façon à encourager les exportations et à décourager les importations quand le prix baisse en dessous d'un niveau donné.

Ces lois qui se sont opposées au libre-échange vont pousser Ricardo à écrire un certain nombre de travaux et aussi à s'impliquer politiquement à la faveur de ces lois.

I. Malthus et l'utilité de la misère

Thomas Robert Malthus (1766 – 1834) était le fils de Daniel Malthus, intellectuel proche de Rousseau et de William Godwin. Ce dernier était en faveur de l'assistance aux pauvres, contrairement à Malthus fils, qui lui y était donc opposé.

Malthus étudiait les mathématiques à Cambridge, 1788, il a eu son diplôme et il est devenu pasteur de l'église anglicane. En 1805, il est nommé professeur d'histoire, politique, commerce et finance. Ce titre a été changé peu après en professeur d'histoire et d'économie politique, ce qui fait que Malthus a été le premier professeur d'économie politique en Angleterre.

Son travail a commencé avec une réflexion sur l'évolution de la population qui lui a été inspiré de par la législation qui existait en Angleterre à cette époque sur l'aide aux pauvres.

A. Faut-il aider les pauvres ?

En Angleterre à la fin du 18^e siècle, la réponse à cette question est affirmative et il existe effectivement en Angleterre depuis le début du 17^e siècle des lois d'assistance aux pauvres, les « poor laws »

En 1793, la Grande-Bretagne est en conflit avec la France et ces guerres rendent les importations de blé, produits agricoles difficile (blocus continental) ce qui conduit à une augmentation du prix du pain. Ces augmentations sont amplifiées par des mauvaises récoltes ce qui crée des tensions, des émeutes et qui conduit à la mise en place en 1795 d'un barème de « Speenhamland »

Le 6/05/1795, dans le village de Speenhamland, un certain nombre de magistrats décident de mettre en place un barème de façon à garantir un revenu de subsistance aux travailleurs qui soit indépendant du travail. C'est une idée assez moderne, puisqu'elle était appliquée aussi pendant la révolution industrielle et qu'elle est toujours utilisée actuellement.

Ce barème est calculé sur le prix du pain : quand le prix du pain augmenté au-delà d'un certain niveau, le montant du niveau de subsistance variait. Chaque personne du ménage recevait un revenu d'un montant variable en fonction du statut de la personne dans le ménage.

Cet aide au travailleur pauvre a duré jusqu'en 1834 et surtout, c'est une mesure qui a eu une certaine popularité, qui s'est très rapidement répandue et qui a permis d'aider un grand nombre de familles qui avaient des salaires trop faibles. Les employeurs pouvaient alors réduire les salaires versés aux travailleurs, précisément parce qu'il savait que les travailleurs concernés recevraient une subsistance. Cette mesure a créé un cercle vicieux qui a fait baisser les salaires de manière très importante. La conséquence négative, au-delà de la baisse des salaires, est que ce nouveau barème a empêché la formation d'un nouveau marché du travail car ça a supprimé la flexibilité du marché du travail, en désincitant les travailleurs, au revenu faible, de retourner au travail.

C'est dans ce cadre que Malthus va écrire son principe des populations.

B. La Loi de la population et « utilité » de la misère

Les lois d'aide au pauvre ont provoqué beaucoup de débats pour savoir si elles étaient légitimes et efficaces.

En tant que défenseur de la loi, il y a eu Daniel Malthus (Père) et William Godwin. Thomas Malthus va écrire, en réaction à ces avis favorables, un pamphlet : *Essai sur le principe de population et la manière dont il affecte la société*, avec des remarques sur les spéculations de Godwin, Condorcet et autres. Le pamphlet est d'abord publié de manière anonyme, connaissant par la suite un grand succès, poussant Malthus à préparer une deuxième édition qui sera publiée en 1803, qu'il publiera sous son nom. Il publiera au total 6 éditions.

La loi est énoncée dans le premier chapitre : Le pouvoir de la population est plus grand que celui de la terre à produire des subsistances. Il considère que la population humaine double tous les 25 ans et que le rythme de croissance de la population croît sur la base de progression géométrique. Les subsistances, elles, croissent à une base de progression arithmétique.

L'hypothèse de base est que la planète compte 1 milliard d'habitants.

En 2 siècles, la planète compterait 256 milliards d'humains et suffisamment de subsistance pour en nourrir seulement 9. Pour enfoncer le clou, 1 siècle plus tard, la planète compterait 4096 milliards d'humains et suffisamment de denrées pour en nourrir 13. Inutile de prévoir plus loin, autant pour la pertinence et la viabilité des résultats qui ont toutes des conséquences relatives.

Deux remarques sont à faire :

- Chez Malthus, les subsistances augmentent au rythme arithmétique, sans comptabiliser de baisse. Certains historiens ont défendu l'idée qu'il y aurait chez Malthus l'hypothèse d'une baisse des subsistances, c'est-à-dire que Malthus aurait inventé l'idée des rendements marginaux (d'échelles) décroissants.
- Malthus ne croît pas dans le réalisme de ses chiffres, les tendances sont des possibilités, des risques, car il pense qu'il y a des « freins », des obstacles qui régulent l'évolution de la population.

C. Les freins qui limitent la croissance de la population

On ne peut pas agir (ou très peu) sur l'évolution des subsistances car la quantité disponible de terres est limitée : il y a une rareté des terres, elles deviennent de moins en moins fertiles. La seule variable est donc la population :

- Les freins préventifs :
Ce sont des mécanismes pour prévenir l'augmentation de la population. Ils sont constitués de :
 - La contrainte morale
 - L'abstinence sexuelle
 - Le contrôle des naissances
 - Le contrôle du mariage
 - L'anticipation : Les individus sont capables d'anticiper et de prévoir la misère dans laquelle il serait s'ils font trop d'enfant.
- Les freins positifs (ou destructifs) :
Ce sont des mécanismes qui regroupent les occupations (activités) malsaines (mauvaises pour la santé), pénibles et dangereuses, l'extrême pauvreté, la mauvaise qualité des denrées alimentaires et l'insalubrité des conditions de vie et de travail, et les guerres.

Dans l'esprit de Malthus, il y a donc des mécanismes, dans le fonctionnement des sociétés humaines, qui freinent l'incapacité de subsistance des individus. Malthus n'est pas nécessairement *Malthusien* au sens où il n'est pas favorable à la misère et aux vices comme seul mécanisme de contrôle de la population.

D. Les grands thèmes de l'économie Malthusienne

Malthus était économiste et il a développé un certain nombre de théories économiques, en particulier, en discutant avec Ricardo et en échangeant avec Say.

✚ Critique de la valeur travail de Ricardo

Dans la théorie de la valeur travail incorporé de Ricardo, les prix relatifs des marchandises sont proportionnels à la quantité de travail direct et indirect qui est incluse dans les marchandises.

Soit une économie à 2 secteurs d'activité dans lesquels les durées de production sont différentes et le capital utilisé est différent. Il est évident que les prix relatifs des produits fabriqués ne dépendent pas simplement du rapport entre les quantités de travail incorporé : Une théorie de la valeur travail est incapable de déterminer les prix relatifs ; il faut donc changer de théorie. Pour Malthus, la valeur dépend du travail commandé (Achat de travail). On s'éloigne de la théorie de Ricardo.

✚ La loi de la rente différentielle

Pour Smith, la rente provient de la rareté des terres et donc de la situation de monopole du propriétaire. Pour Malthus, la rente est liée à la fertilité des sols et donc les terres permettent de dégager plus de ressources qu'il n'en faut pour faire subsister ceux qui les cultivent. La rente est alors la différence entre le produit de la vente des cultures et le coût de production. La rente, différentielle, comme plus tard chez Ricardo et Von Thünen, est reversée en totalité au propriétaire terrien.

C'est Malthus qui, en premier, a proposé cette théorie de la rente. Comme les terres mises en culture sont de moins en moins fertiles, la rente décroît.

✚ L'importance et le rôle de la demande effective.

Malthus raisonne ici via la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say : il n'y a pas de déséquilibre durable dans l'économie car l'offre crée sa propre demande. Malthus critique alors cette loi en disant que cette demande n'est pas importante, mais l'effective l'est : la demande faite par ceux qui ont les moyens et la volonté de payer un prix suffit pour un bien mais cette demande est insuffisante pour assurer l'écoulement des biens. Il risque d'y avoir une épargne excessive qui entraîne de la sous-consommation, entraînant des déséquilibres offre/demande.

E. L'héritage de la pensée de Malthus

Parmi les scientifiques influencées par Malthus, on trouve deux biologistes/naturalistes : Alfred Russel Wallace et Charles Darwin, inventeurs de la théorie de la sélection naturelle (et donc de l'idée que l'évolution des espèces se fait par un processus de sélection qui garantit la survie du plus apte, le mieux adapté à leur environnement).

L'idée emprunté (à Malthus) est la suivante : les individus dans les différentes espèces produisent plus d'enfant qu'il ne peut potentiellement en survivre ; une partie de ces individus va mourir, ce qui, comme chez Malthus, garantit une régulation spontanée de la population. Il y a principe de sélection à l'œuvre dans les populations mais il y a aussi un second principe, celui de survie.

Ceux qui survivent sont ceux qui sont les mieux adaptés à leur environnement car, comme il y a trop d'individu dans la nature, il y a concurrence entre les individus et seules les plus aptes survivent. C'est cette idée que Darwin affirme, développé de Malthus ; un principe qui régule le principe de population est de même nature que celui qui régule les espèces non-humaines.

II. Ricardo

David Ricardo, né en 1772, mort en 1823, a commencé à l'âge de 14 avec son père, courtier de Londres. En 1793, Ricardo se converti au christianisme à l'occasion de son mariage et se fait déshérité de son père. Il deviendra lui-même courtier à la Bourse de Londres et fera fortune relativement rapidement et prend sa retraite en 1814. Il commence alors à écrire des livres d'économie. Il entrera au parlement en 1819.

Il écrit son premier essai en 1815, *Essai sur l'influence du prix du maïs sur les profits*. C'est un essai dans lequel il démontrait qu'une augmentation des taxes sur l'importation de grain ne pouvait entraîner qu'une augmentation du prix et une augmentation du revenu des propriétaires terriens et de l'aristocratie, au dépend des ouvriers et des industriels. Une augmentation des taxes détourne donc la richesse des classes les plus productives vers les moins productives, rendant l'économie moins efficace. Dans cet ouvrage, il développe sa théorie de la rente.

Son deuxième ouvrage sort en 1817, *Principes d'économie politique et de l'impôt*. Ici, Ricardo analyse la distribution des revenus entre les différentes catégories économiques (travailleurs, propriétaires, capitalistes). Un de ses arguments est que la valeur des biens dépend des quantités de travail utilisées pour les produire. La rente ne fait pas parti du coût de production, qui n'est composé que des salaires et du profit. Il montre que les salaires évoluent en fonction de la subsistance des travailleurs, et les rentes augmentent lorsque la population augmente parce que les coûts de production de la nourriture décollent quand la population

augmente. Cette théorie de la rente est proche de celle de Malthus, mais Ricardo était tout aussi convaincu par son principe des populations (de Malthus).

A. La théorie de la valeur travail de Ricardo

Dès le début de ces principes d'économie politique, Ricardo comme par une interrogation sur la théorie de la valeur. Ricardo adopte d'emblée une théorie de la valeur travail, ici, incorporé qui s'oppose à la théorie de la valeur commandé, que l'on trouve chez Smith et Malthus. Ricardo s'oppose à cette théorie de la valeur travail commandé parce que, dans ce cas, la valeur n'est pas indépendante de la répartition des revenus ; si les salaires changent, dans une théorie de la valeur travail commandé, le prix des biens va changer également, montrant bien que la valeur d'un bien dépend de la manière dont les revenus se répartissent entre salaires et profit.

Ricardo cherche une théorie dans laquelle cette dépendance de la répartition des revenus disparaît. Dans une théorie de la valeur travail incorporé, il y a bien indépendance face à la répartition des revenus parce que la valeur d'un bien dépend des conditions de production uniquement. Le problème dans cette théorie, c'est quand on essaie d'échanger des biens : La valeur d'échange des biens dépend de la répartition des revenus, et change donc quand la répartition des revenus changent. Ces 2 théories de la valeur travail posent donc problème et va pousser les prochains économistes à tendre vers une théorie de la valeur utilité. Ricardo tentera longtemps de régler ce problème de dépendance prix/répartition des revenus.

B. La répartition des revenus

C'est une problématique très importante dans la pensée de Ricardo, en partie parce qu'au début du XIXème siècle avec la révolution industrielle, il y a des tensions assez forte entre les travailleurs et les industriels, c'est donc une question importante d'actualité que Ricardo cherchent à résoudre.

On a 3 types de revenus :

- Les salaires :
Est le revenu du salarié : il doit se fixer au minimum de subsistance : le niveau du salaire ne peut pas être durablement différent du minimum de subsistance, de son niveau naturel parce que toutes variations du salaire autour du salaire naturel affecte la population, et donc l'offre de main d'œuvre.
- Les profits :
Est le revenu du capitaliste : c'est un revenu résiduel qui provient de la différence entre le prix du bien et le coût de production. Ici, on suppose que le prix du bien est tiré de sa

valeur qui est issu de la valeur incorporé. Le coût de production du bien et le prix du travail est ce qui est payé pour le coût du travail. Le profit, toujours positif, est égal à la différence entre la valeur du travail incorporé et le minimum de subsistance.

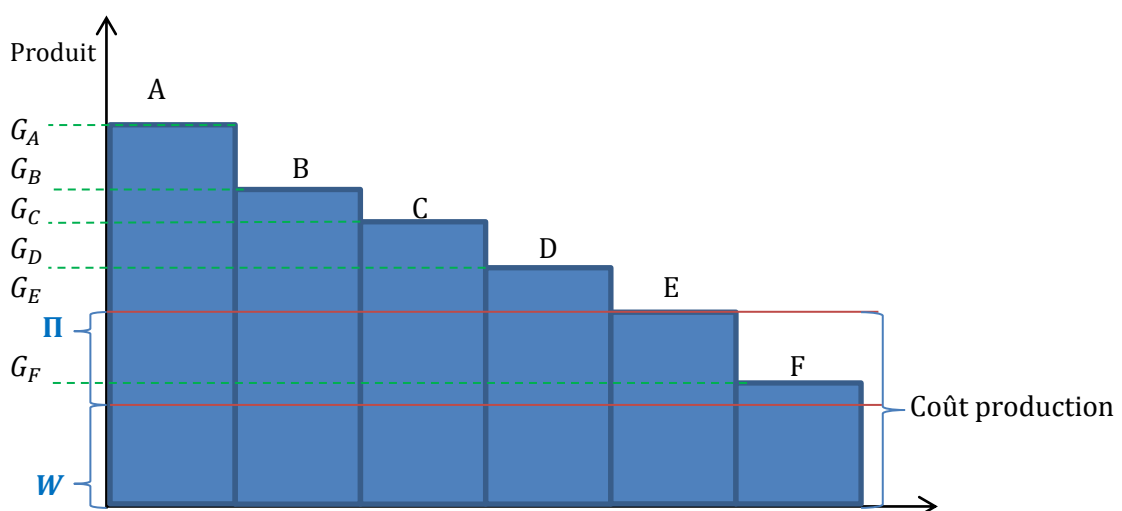
- Les rentes :

Ricardo développe une théorie de la rente comme différence qui prolonge la théorie de Malthus sur le même sujet. Comme chez Malthus, Ricardo s'oppose à l'idée que la rente puisse être tirée du monopole de la terre. La rente est liée aux différences de fertilités entre les terres. La rente est alors un surplus qui varie d'une terre à une autre en fonction des quantités qu'on peut produire sur ces terres. Pour comprendre cette théorie, il faut comprendre en amont 2 hypothèses :

- La rareté des terres ou l'idée que la quantité de terres fertiles est limitée
- Les rendements marginaux décroissants (une combinaison de plus en plus importante de travail et de capital utilisé sur une quantité fixe de terres produit des outputs de plus en plus faible).

Le raisonnement de Ricardo est la suivante : au fur et à mesure que l'accumulation du capital se développe la demande de biens agricoles va augmenter parce que le développement de l'industrie, le développement de l'investissement, de l'accumulation de capital entraînent une augmentation de la demande de travail de la part des capitalistes, et donc une augmentation du salaire, au-dessus de son niveau naturel, ce qui, comme chez Malthus et Smith, entraîne une augmentation de la population, qui va stimuler à son tour la demande de biens agricoles.

Par conséquent, pour faire face à l'augmentation de la demande de biens agricoles, il faut étendre la culture des terres les plus fertiles, vers les moins fertiles. Le problème est que sur les terres les moins fertiles, la productivité est plus faible que sur les terres les plus fertiles. Au fur et à mesure que l'on met en culture des terres de moins en moins fertiles, on voit apparaître une différence entre le produit et la production réalisée ; cette différence va constituer la rente que reçoivent les propriétaires.



Soit 6 qualités de terres, classées de la plus à la moins fertile.

E représente la terre marginale sur laquelle le produit G_E est utilisé pour le profit et les salaires (sans la rente). Le profit et le salaire épuisent la production.

S'il n'y avait pas de rente, les profits réalisés sur chaque terre augmentent mais ici, c'est la rente qui augmente pour une qualité de terre plus importante. C'est la rente qui augmente parce que les taux de profits sont uniforme (car la concurrence entre les capitalistes les poussent à offrir une partie de ce profit pour avoir le droit à exploiter les terres les plus fertiles, ce qui conduit à une harmonisation des taux de profit et à une distribution de la totalité du surplus aux propriétaires terriens). Ce surplus est donc exogène au processus de production puisqu'il n'est pas lié à une qualité particulière, le prix du blé va se fixer sur les coûts de production des terres les moins fertiles. La rente sur la terre marginale semble être égale à 0. Pour comprendre la solution, il faut modifier l'interprétation de ce graphique.

L'interprétation précédente correspond à une interprétation extensive de la rente (pas de rente sur la terre marginale). Pour avoir une rente sur la terre marginale, il faut une interprétation intensive. Chaque colonne du diagramme en bâtons représente maintenant un type de travailleurs. Le sommet du diagramme en bâtons représente la productivité du travailleur. Quand on se déplace vers la droite du graphique, cela correspond à une utilisation de plus en plus intensive du travail et donc une productivité intensive décroissante.

On voit que le premier travailleur utilisé à une productivité importante qui lui permet de dégager un surplus par rapport à son salaire et son profit. Plus on utilise de facteur travail, moins le travail est productif, moins la rente que permet d'obtenir un travailleur est importante. Par conséquent, sur chaque terre, on emploie des travailleurs qui ont des productivités différentes, donc des travailleurs qui produisent de la rente et d'autres non. Sur toutes les terres, le même phénomène se reproduit, même sur les moins fertiles, il en va de même pour la rente.

Cette théorie de la rente est intéressante dans le sens où elle permet de comprendre le prix du blé. La rente existe parce que le prix du blé est élevé ; par conséquent, l'inverse n'est pas vrai, c'est-à-dire que ce n'est pas la rente qui explique le prix du blé. Cela explique pourquoi les propriétaires terriens ont intérêt à maintenir un prix du blé élevé.

C. Le laisser-faire chez Ricardo

Au début du XIX^{ème} siècle, l'Angleterre a commencé à prendre des mesures protectionnistes, précisément pour garantir un prix du blé élevé (Corn Laws). Ces mesures protectionnistes ne sont pas très populaires chez les consommateurs, mais aussi chez les industriels (car elle contribue à faire augmenter les salaires). Il va y avoir, par conséquent, des actions de lobbying sur le gouvernement contre ces lois.

Elles seront abrogées en 1846, sous l'action d'une ligue anti-« corn laws », menée par Richard Cobden, et Ricardo est un des opposants à ces lois, il est l'un des avocats du libre-échange. Il en donnera 3 arguments :

- Le libre-échange permet un retour automatique de la balance des paiements.
(Défenseur de la théorie quantitative de la monnaie et de l'étalon-or)

Supposons qu'il y ait un déficit de la balance des paiements, les importations sont supérieures aux exportations. Il y aura donc des sorties d'or du pays car on règle le déficit en or. S'il y a moins d'or dans le pays, il y a donc moins de monnaie en circulation ; les prix se mettent donc à baisser.

Plus précisément, les prix des marchandises nationales baissent et les prix des marchandises importées augmentent, cela va entraîner une baisse des importations au profit des exportations du fait du bas prix des produits locaux.

Le processus se prolongent jusqu'à un rééquilibrage de la balance des paiements.

- Le libre échange est bénéfique parce que tous les pays qui commercent se spécialisent dans la production des biens dans lesquels ils ont un avantage comparatif et cette spécialisation permet un gain mutuel.

Ricardo prend l'exemple du Portugal et de l'Angleterre, et montre que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien qu'ils produisent le plus efficacement tout en y gagnant chacun de leur côté.

- Le libre-échange empêche la réalisation de l'état stationnaire.

Ricardo pense que l'évolution des taux de profit commande la croissance économique. Si, dans le cas où il y a croissance économique, les salaires vont rester constants, la rente foncière va augmenter, et la part de la rente dans le revenu national va augmenter aussi. Par conséquent, la part des salaires et des profits va baisser (relativement à l'augmentation de la part de la rente dans le produit national). La baisse des profits va amener à l'état stationnaire. Le seul moyen d'éviter l'état stationnaire, c'est donc d'éviter que la rente augmente ; il faut donc éviter que les prix du blé augmentent en adoptant des politiques de libre-échange pour faire baisser le prix du blé.

Section IV : L'utilitarisme

Une grande partie de la théorie économique repose sur l'utilitarisme. Jérémy Bentham, John Stuart Mill et Henry Sidgwick sont parmi les grands penseurs de la pensée utilitariste.

L'utilitarisme est une doctrine qui se fonde sur l'idée que l'utilité est le critère d'évaluation des actions individuels et aussi des actions collectives. L'utilitarisme est une doctrine « conséquentialiste » : la valeur morale d'une action dépend de ses conséquences, pour l'individu et pour la collectivité. Le conséquentialisme s'oppose à l'approche déontologique de la morale, c'est-à-dire à une approche dans laquelle la morale est définie par rapport à des principes en termes de devoir.

Le conséquentialisme (et l'utilitarisme) est une règle de plus en plus utilisée pour évaluer les actions publiques. Tout le Droit, et surtout dans le système anglo-saxon, raisonne en termes conséquentialiste.

I. L'utilitarisme de Jérémy Bentham

Né en 1748, mort en 1832, Jérémy Bentham a vécu à Londres à la même époque que Kant. Il sera donc influencé par la philosophie des lumières ; il veut trouver un fondement objectif à la morale et au droit, objectif dans le sens où cela doit être accepté par tout le monde mais ne doit pas être fondé sur des préceptes religieux. Son raisonnement part d'un constat : tous les êtres humains se comportent de la même façon, en suivant un même principe, obtenir le plus grand Bonheur possible en évitant la Souffrance. Par conséquent, pour lui, une action sera jugée bonne si elle a pour conséquence de nous rendre heureux, ce qui n'est pas forcément morale déontologiquement parlant.

Bentham ne raisonne pas forcément d'un point de vue individuel. Il nous dit que ce qui est utile (et morale) est ce qui procure du Bonheur à la collectivité en sachant que la collectivité n'est que la somme des individus qui la compose. Ce qui est utile est ce qui permet d'obtenir le plus grand Bonheur pour le plus grand nombre.

Pour déterminer la valeur d'une action, il faut agréger les Bonheurs individuels de façon à maximiser le Bonheur de la collectivité, ou de minimiser la somme des Souffrances individuels. Toute la philosophie utilitariste de Bentham s'organise autour de cette double idée.

2 problèmes se posent :

- Pour que cette « arithmétique des Plaisirs et des Peines » puisse fonctionner, on doit mesurer les utilités individuelles. Comment la quantifier ?
- Comment comparer les utilités individuelles ?

Bentham a plus ou moins résolu ces 2 problèmes en utilisant la monnaie : le Plaisir d'une action peut se mesurer à la somme que je suis prêt à payer pour obtenir ce Plaisir, ou à la somme que je souhaite recevoir pour sa non-réalisation.

Ces deux définitions correspondent au coût d'opportunité d'une action : Bentham créa ce coût par ces définitions. Par ailleurs, Bentham ne fait pas la distinction des Plaisirs et Peines physiques des intellectuelles.

II. L'utilitarisme de John Stuart Mill

Né en 1806, mort en 1873, John Stuart Mill est considéré comme le penseur du couronnement de l'école Classique : il a synthétisé et modernisé les thèses de l'école Classique. Il

a aussi modernisé l'utilitarisme de Bentham, par la distinction notamment entre les Peines et Plaisirs physiques et intellectuelles.

John Stuart Mill est le fils de James Mill, philosophe utilitariste, ami de Bentham, et partageaient entre eux une idée précise de l'éducation : les individus sont le produit de leur environnement/éducation. A leur naissance, les Hommes sont tous identique, et c'est l'éducation qui les forme. James a décidé de façonner son fils en lui donnant une éducation très poussée. Il sera considéré comme étant « la vieille femme qui sait tout ». A 14 ans, John Stuart Mill apprend la chimie et la zoologie à la faculté de Sciences de Montpellier, et, en 1851, il se marie à Ariette Taylor.

A. Un apport méthodologique sur l'économie

Il écrit en 1843 un ouvrage intitulé *Système de Logique Déductive et Inductive*. Parmi ces idées, J.S. Mill avait une grande admiration pour Auguste Comte, fondateur du Positivisme. La sociologie est définie comme étant une science générale de la société, reposant sur l'étude des faits sociaux et l'expérimentation. Pour J.S. Mill, la connaissance scientifique n'est possible qu'à posteriori, c'est-à-dire quand elle peut appuyer ces conclusions sur l'expérimentation.

Pour J.S. Mill, l'économie est une science morale qui ne peut pas avoir recours à l'expérimentation. Elle ne peut pas utiliser de méthode scientifique, mais l'économie reste une science, dans le sens où, contrairement à l'éthique ou la philosophie, elle se limite à un aspect des comportements humains : L'acquisition de Richesses. L'économie (politique) étudie les faits sociaux qui se produisent en vue de l'acquisition des Richesses.

En supposant que l'Homme préfère plus de Richesse à moins de Richesse, alors on peut utiliser une méthode scientifique : la vérification expérimentale. Par conséquent l'économie est bien une science selon J.S. Mill, mais pas aussi exacte que la sociologie.

B. La théorie économique de J.S. Mill

L'un des éléments les plus importants concerne la distinction entre la production et la distribution des Richesses. Cette distinction est importante car elle est caractéristique d'une certaine éthique libérale. D'une part, nous avons la production, qui obéit à des lois naturelles qui ont les mêmes caractéristiques que les lois physiques. D'autre part, la distribution est une institution humaine, elle est le produit de la volonté des Hommes. La société peut alors très bien décider que la production des Richesses n'est pas bonne et donc corrigé la manière dont les Richesses ont été produites. Il y a donc des lois inéluctables qui règlent le fonctionnement de l'économie mais on peut changer le résultat de ces lois.

Ce résultat est fondamental pour deux raisons :

- Les Hommes peuvent changer le cours de l'Histoire
C'est assez différent de l'idée de main invisible.
- Ce sont les Hommes eux-mêmes qui décident de ce qu'est une distribution des Richesses juste ou bonne.

Il y a un élément normatif important dans la pratique : l'économiste ne peut pas se contenter de décrire ce qui est, d'avoir une vision « positive » ; l'économiste doit aussi juger ou permettre de juger cet état des choses. Cet élément normatif chez J.S. Mill est l'une des caractéristiques son approche et on le retrouve dans la plupart de ses réflexions sur les travaux de ses prédécesseurs.

Il faut relier ce point de normativité de chez Mill à la synthèse qu'il a effectué sur la pensée de l'école Classique. Parce qu'il a réalisé cette synthèse que Mill est considéré comme le grand penseur de l'école Classique. Toute cette synthèse qui est présentée dans son ouvrage de 1848 s'appuie sur des jugements de valeurs.

Mill reprend la théorie de la rente différentielle de Malthus et Ricardo mais en la jugeant, et en la qualifiant de « surplus non gagné » et il plaide pour une confiscation de la plus-value foncière par l'Etat. En matière de théorie du salaire, J.S. Mill adopte la même théorie qu'Adam Smith basé sur l'existence d'un fond de salaire : cette théorie dit que la masse salariale est prédéterminée par le montant des capitaux, accumulés par les capitalistes, et engagés dans le processus de production. Cette masse salariale est égale à l'épargne, laquelle fonde totalement les capitaux utilisés dans le processus de production. Le salaire moyen ici est déterminé par le rapport entre les capitaux accumulés et le nombre de travailleurs. Dans cette théorie des fonds de salaires, la productivité du travail n'a aucun impact sur le salaire, les institutions non plus : Le salaire est un résidu.

Mill admettra plus tard que d'autres facteurs pouvaient influencer les salaires comme les anticipations des travailleurs ou des facteurs institutionnels. Il synthétise une fois encore la conception de plusieurs économistes classiques, comme Smith, avec la théorie du fond de salaire ou Malthus pour l'anticipation des travailleurs. Mill accepte le principe des populations de Malthus, il est favorable au contrôle des naissances pour réguler les variations de population mais ne pense pas que les individus, et surtout les pauvres, soit incapable de contrôler leur comportement : il pense que les individus ont conscience du besoin de contrôler le nombre de leur enfant. La raison joue un rôle dans les comportements individuels même en matière d'évolution de la population.

J.S. Mill reprend l'idée que la baisse des taux de profit conduit à un état stationnaire mais ne considère pas que l'état stationnaire soit une mauvaise situation, voire enviable. La concurrence entre les individus a disparu, et dans l'état stationnaire, quand plus personne n'aspire à devenir riche alors la société a atteint son optimum. Mill a une vision « qualitative » du progrès : le progrès, c'est arriver à cette situation de plein harmonie, sans concurrence.

C. La doctrine libérale de J.S. Mill

Le libéralisme de Mill est tout à fait paradoxal, différent des autres économistes Classiques. Il croît dans la liberté individuelle et la nécessité de respecter cette liberté, mais il admet que l'on puisse intervenir dans le fonctionnement de la société, que l'on puisse corriger l'évolution naturelle des sociétés, en particulier, si le plus grand Bonheur du plus grand nombre n'est pas atteint alors l'intervention de l'Etat est tout à fait légitime pour corriger ces lois naturelles. Certains l'ont rapproché du socialisme à cause de sa volonté de légitimer l'intervention de l'Etat. Il est assez intéressant de voir que le plus grand économiste Classique est celui qui a transformé le libéralisme de cette école.

Section V : Le libéralisme sur le continent européen

I. Jean-Baptiste Say et l'impossibilité des crises

Ici, on revient à un optimisme assez franc qui rappelle celui d'Adam Smith. Dans le cas de Jean-Baptiste Say, les liens avec Smith sont assez importants parce que l'on présente Jean-Baptiste Say comme son disciple. Né en 1767, mort en 1832, Jean-Baptiste Say aura écrit un ouvrage publié en 1803 intitulé *Traité d'économie politique ou Simple exposé de la manière dont se forme, se distribue et se consomme les Richesse*. En 1815, il publie un *Catéchisme d'économie politique* et en 1830, *Cours d'économie politique*.

A. Jean-Baptiste Say, l'entrepreneur

Jean-Baptiste Say était lui entrepreneur. Pour comprendre le rôle des entrepreneurs dans l'économie politique, notamment par sa définition de la Richesse qui est plus large que celle de Smith. Chez ce dernier, l'agriculture est plus productive que l'industrie. Jean-Baptiste Say considère que l'industrie est plus productive que l'agriculture, il est fasciné par l'industrie, ce qui est dû au fait qu'il observe les effets de la Révolution Industrielle, mais à la différence de Malthus ou Ricardo, cette perception est plus optimiste parce qu'il pense que l'industrie ne peut pas être affectée par le problème qui affecte l'agriculture, à savoir, le problème des rendements décroissants. L'une des raisons qui explique ceci, c'est la confiance dans les entrepreneurs. Si l'industrie est si favorable, il y a ces individus qui n'existent pas dans l'agriculture.

L'Entrepreneur est un individu central dans l'économie. L'activité économique repose sur l'Offre. Les entrepreneurs se distinguent du propriétaire terrien, du capitaliste ou même du salarié : il est à part. Quel est donc son revenu ? Pour admettre que l'entrepreneur mérite un

revenu, il faut admettre aussi que ses services soient productifs. Il faut donc admettre que le travail de l'entrepreneur, qui est improductif chez les classiques, devienne productif.

Chez les Classiques, on fait la distinction entre travail productif et improductif et, toujours chez les Classiques, les services ne sont pas considérés comme des activités productives. Jean-Baptiste Say abandonne donc cette distinction et inclus la production de service dans le travail productif. Par conséquent, avec cette innovation intellectuelle, Jean-Baptiste Say peut justifier du fait que les entrepreneurs soient des producteurs de Richesses. Le revenu des entrepreneurs est lié à leur activité d'innovation, c'est donc un revenu différent du capitaliste.

B. « La loi des débouchés »

La loi des débouchés est une version modernisée de l'idée d'harmonie naturelle des intérêts. Cette loi signifie évidemment qu'il ne peut pas y avoir de crise de surproduction ; le système capitaliste est toujours en équilibre globalement, il n'est pas nécessaire que l'Etat intervienne pour corriger ces déséquilibres. Cette loi des débouchés va être dominante dans la pensée économique jusqu'à la publication de la Théorie Générale par Keynes ; c'est Keynes qui donc remettra en cause cette loi et qui va donner la formulation comme quoi l'Offre crée sa propre Demande. Il y a plusieurs formulations de cette loi des débouchés

- Il y a l'idée que la production ouvre des débouchés aux produits
- Il y a achat de produit à partir d'autre produit
- Les produits s'échangent contre des produits (Keynes)

Quand on dit que l'on achète des produits avec d'autres produits, cela peut signifier qu'il y a absence de monnaie comme régulateur du marché. Jean-Baptiste Say étudierait donc une économie de troc, et pourtant ce n'est pas le cas. Ce que veut dire Jean-Baptiste Say, c'est que la monnaie n'affecte pas les échanges : la monnaie est neutre, la monnaie est un Voile, c'est-à-dire que la monnaie n'a pas de valeur en elle-même et, dès qu'un individu a vendu un bien, il cherche immédiatement à utiliser la somme obtenue pour acheter d'autres biens. Par conséquent, on peut effectuer qu'il y a échange de biens car la monnaie n'est jamais un obstacle à l'échange.

Evidemment, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'épargne mais l'épargne ici n'est jamais retiré de la circulation, il n'y a pas de thésaurisation chez Jean-Baptiste Say : l'épargne est immédiatement placée. Par conséquent, l'épargne sert à financer l'investissement, donc toute la monnaie existant dans l'économie est utilisée, soit directement dans les achats, soit indirectement dans l'épargne.

C. L'explication des crises

La loi des débouchés garantit qu'il n'y aura pas de crise économique, parce qu'il n'y a pas d'excès d'offre (puisqu'elle crée sa propre demande) ; la demande est toujours suffisante : la demande potentielle correspond toujours à la demande effective.

Remarque :

- La demande potentielle est, aujourd'hui en France, différente de la demande effective. Il faudrait, pour que ces demandes s'égalisent, que les consommateurs potentiels aient envie de dépenser.

Par conséquent, on se rend compte ici que la loi des débouchés repose précisément sur l'idée que le pouvoir d'achat correspond à une envie effective d'achat ; l'impossibilité des crises (économiques), qui caractérise la pensée de Jean-Baptiste Say, repose sur la même idée.

A partir du moment où cette hypothèse est vérifiée, alors la demande potentielle est égale à la demande effective ; la demande est toujours suffisante parce qu'elle correspond à l'offre, le côté du marché qu'il faut alors privilégier est l'offre.

Remarques :

- David Ricardo était d'accord avec l'idée selon laquelle le pouvoir d'achat correspond à l'envie d'acheter. Dans la pensée de Ricardo, comme dans celle de Jean-Baptiste Say, cette hypothèse est admise.
- John Maynard Keynes était, en revanche, en désaccord total avec ce raisonnement : pour lui, les crises économiques sont possibles, car la demande peut être insuffisante du fait que les agents économiques peuvent éviter de dépenser tout leur revenu.
- La loi de Say a été reprise dans les années 1970 par les économistes de l'offre, qui ont réhabilité Jean-Baptiste Say contre Keynes, et l'offre contre la demande. Donc, si l'on suit la pensée de Keynes, si une crise survient, c'est par une faiblesse de la demande, et, par conséquent, l'Etat doit intervenir pour réajuster cette demande. C'est une relance par la consommation. En revanche, si l'on suit la pensée de Say, si une crise survient, c'est par une faiblesse de l'offre dû à une trop grande intervention de l'Etat, et donc, il faut réduire les barrières réglementaires imposées aux entreprises par l'Etat pour relancer l'offre sur le marché. La loi des débouchés permet de justifier la dérèglementation, et donc, tous les mouvements, toutes les politiques de dérèglementation mises en place à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (Thatcher, *Reaganomics*, ...) sont fondés sur cette idée : libérer l'offre permet de libérer la richesse.
- Les crises sont malgré tout possible si des événements exogènes surviennent et perturbent le fonctionnement du système économique (catastrophes naturelles, « désastres » politiques [interventions abusives de l'Etat])
- L'absence de crise, l'égalité entre l'offre et la demande, peut se faire à n'importe quel niveau d'emploi. Les économistes classiques pensent que le chômage ne peut pas durer dans le long terme et, ce, à cause essentiellement du principe des populations de Malthus : les chômeurs ne peuvent pas survivre.

Le court terme correspond ici à la mise en pratique du principe de population, la mise à mort des chômeurs.

On a ici une combinaison du principe des populations de Malthus et de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say pour expliquer l'absence des crises.

II. Les harmonies naturelles de Frédéric Bastiat (1801 – 1850)

Frédéric Bastiat était à la fois un économiste, un journaliste et un homme politique. Il n'est pas véritablement un théoricien de l'économie, mais son rôle reste relativement important car il a servi d'appui à beaucoup de libéraux et d'ultralibéraux au XX^{ème} siècle. L'Histoire dit que Ronald Reagan a été convaincu par les thèses libérales et ultralibérales ; quand on lui a demandé d'enregistrer des œuvres de Frédéric Bastiat, c'est par la suite que Reagan est devenu libérale.

Frédéric Bastiat aura eu une vie assez tragique, il a été orphelin jeune, ces tentatives professionnelles ont été tous des échecs relatifs, il a eu la tuberculose, et il est mort jeune. En 1848, il est nommé à l'assemblée nationale et aura laissé quelques écrits intéressants, notamment 2 ouvrages : *Les Sophismes Economiques* et *Harmonies Economiques*. Bastiat y développera notamment l'idée que les intérêts individuels s'harmonisent naturellement et de manière spontanée.

- D'une part, la concurrence garantit que la recherche de l'intérêt personnel conduit à l'intérêt général.
- D'autre part, les intérêts partisans en politique conduisent à la misère et à l'esclavage

A. L'analyse de l'intervention de l'Etat

Frédéric Bastiat est l'un des premiers à avoir systématiquement souligné les problèmes causés par l'intervention de l'Etat. Il s'appuie sur une idée, qui à l'époque n'était pas vraiment admise, selon laquelle l'intérêt général n'existe pas et que cela ne peut pas être ce qui guide l'intervention de l'Etat. En réalité, ce sont des groupes de pression qui influencent les décisions de l'Etat et qui crée une illusion, très dangereuse, qui donne l'impression que l'intérêt privé qu'ils poursuivent correspond à l'intérêt général.

Puisque l'intérêt général n'existe pas, il est évident que toute prétention à défendre cet intérêt général n'est qu'une façon de promouvoir des intérêts privés. Cela a pour conséquence que l'Etat agit de manière totalement désordonnée, injuste, inefficace et ces interventions ne peuvent aller qu'en augmentant parce que les groupes de pression cherchent à obtenir toujours plus d'avantages.

Frédéric Bastiat va développer ce raisonnement dans des essais qui sont à la limite du journalisme, en essayant de montrer les conséquences les plus extrêmes de ce mode de fonctionnement. Son argument est de ridiculiser le fonctionnement de l'Etat et la logique des groupes de pression.

Au moment où on discutait au parlement de la construction de la ligne de chemin de fer entre Paris et Madrid, certains parlementaires ont demandé un arrêt à Bordeaux, pour permettre aux personnes travaillant à Bordeaux de bénéficier des retombées de la création de cette ligne... : Frédéric Bastiat a donc écrit un article : Si Bordeaux a le droit à un arrêt, alors Angoulême, Poitiers, Tours, Orléans, ... Toutes les villes du parcours ont aussi le droit à un arrêt, et tous ces arrêts sont justifiés par l'intérêt général. Il y aura tellement d'arrêt sur cette ligne qu'on aura inventé le *chemin de fer négatif*, du fait qu'il s'arrête constamment.

La pétition des marchands de chandelles : Ici Frédéric Bastiat écrit une pétition au nom des marchands de chandelles, demandant au parlement de faire une loi parce qu'il souffre de la concurrence déloyale du soleil. Par conséquent, les marchands de chandelles demandent à ce que les gens soient obligés de boucher les fenêtres, les obligeant à acheter des chandelles et permettrait aux marchands de chandelles de vivre (de leur travail) et de distribuer des revenus à la communauté. Ce raisonnement, c'est exactement le raisonnement que celui selon lequel il faut produire français.

Ce que veut dire Frédéric Bastiat, c'est que l'intervention de l'Etat est nécessairement contraire à l'intérêt de la collectivité parce qu'il cherche à satisfaire les intérêts de groupes privés.

Ces interventions de l'Etat ont un coût et ce coût peut être supérieur au bénéfice que l'on va en retirer. Cela ne sert à rien de changer de gouvernement ou de réformer l'Etat, par définition, l'Etat est vulnérable aux groupes de pression ; la seule solution reste encore de supprimer l'Etat, cela veut dire privatiser la production des biens et services, qui sont habituellement les prérogatives de l'Etat.

B. La concurrence et l'ordre spontané

La justification de la concurrence et du laissez-passer, et donc du non-interventionnisme de l'Etat au niveau nationale et internationale vient de la différence entre : « *Ce qui se voit et ce qui ne se voit pas* ». Toute action humaine a des conséquences positives et négatives et à des conséquences que l'on peut ou ne peut pas voir. L'interventionnisme a des conséquences positives qui se voient mais des conséquences négatives qui ne se voient pas. La concurrence a des conséquences négatives que l'on voit mais des conséquences positives que l'on ne voit pas, parce que les conséquences de l'intervention de l'Etat sont visibles à court terme, alors que les conséquences de la concurrence sont essentiellement des conséquences de long terme, que l'on ne peut pas voir dans le court terme (par définition). Par conséquent, les individus ont par

habitude d'arbitrer en faveur du court terme, et donc, par conséquent, pour l'Etat, alors que, dans le long terme, la concurrence aurait des effets nettement plus bénéfique. La concurrence l'emporte aussi sur le monopole : il est préférable d'avoir un régime concurrentiel, plus qu'un régime de monopole.

En outre, Frédéric Bastiat rajoute un autre argument : le monopole est toujours établi sur des critères politiques, alors que la concurrence obéit à des critères économiques. Par conséquent, les entreprises en situation de monopole doivent leurs avantages à des pressions politiques. Ce raisonnement est exactement le même à l'international : le protectionnisme est toujours la conséquence de pressions politiques et néfaste pour la société, il a des conséquences positives qui se voit mais qui sont de court terme et des conséquences négatives qui ne se voit pas parce qu'elles sont de long terme.

Chapitre III

Les réactions contre l'économie classique et la pensée socialiste

Section I : Le socialisme préscientifique français

Le socialisme dit scientifique, comme celui de Marx, se différencie du socialisme non-scientifique, dit utopique, par la tentative de la compréhension des contradictions du modèle capitaliste pour essayer de déterminer les conditions de sa disparition. Le socialisme utopique essaie d'imaginer d'autres formes de société sans véritablement s'attacher au modèle capitaliste.

Les socialistes utopiques ont essentiellement écrit à la fin du XVIII^{ème} siècle et la première moitié du XIX^{ème}, ce sont des modèles qui décrivent des modèles alternatifs de société. Il existe des travaux plus anciens ; la référence en la matière est Thomas More et l'italien Tommaso Campanella.

Le socialisme préscientifique français se situe à mi-chemin entre les utopistes et Marx, en essayant à la fois d'expliquer le dysfonctionnement des sociétés dans lesquels ils vivent, mais aussi en se projetant dans les sociétés futures. Ces socialistes écrivent juste après la révolution française et après le siècle des lumières, c'est-à-dire dans une période de changement pendant laquelle se sont produits des événements importants et pendant laquelle s'est développée une confiance importante à la fois dans la rationalité des Hommes et dans l'évolution de la société. Les intellectuels sont à la fois persuadés qu'une société meilleure va arriver, que cet avènement est inéluctable, c'est-à-dire qu'il y a une tendance de l'évolution des sociétés vers quelque chose de meilleur : ils croient dans le progrès. Ces sociétés meilleures seront à la fois des sociétés d'abondance, des sociétés dans lesquelles les individus seront plus éclairés, ils seront plus capables d'utiliser leur raison. La question qui se pose est : Comment cette société meilleure va arriver ? Le socialisme scientifique, marxiste, annonce que cette nouvelle société s'installera quand le capitalisme s'effondrera.

Le socialisme non-scientifique a comme idée qu'il faut provoquer l'avènement de cette société meilleure, mais pas par la violence. Ce n'est pas par la violence que la société va changer mais c'est un Homme providentiel qui va permettre le changement, qui va réussir à convaincre les élites à la fois de la nécessité de changer et du caractère inéluctable du changement, et, par contagion, l'idée que la société va, et doit, changer va se répandre chez dans toute la société. Cet Homme providentiel est un entrepreneur qui a perçu avant tout le monde le besoin du changement, qui a compris le fonctionnement des sociétés et les raisons de leur décadence, mais à la différence des autres entrepreneurs, cet Homme providentiel agit pour l'intérêt collectif, le bien-être de tous. La plupart des penseurs socialistes sont persuadés d'être cet Homme

providentiel, qui a compris le fonctionnement des sociétés, et écrivent pour promouvoir ces idées.

Un des exemples de ces socialistes utopistes est Charles Fourier. Il proposera des modèles de sociétés communautaires, vivant sans propriété privée. Il écrira : « *Moi seul j'aurais confondu 20 siècles d'imbécilités politiques et c'est à moi seul que les générations présentes et futures devront l'initiative de leur immense Bonheur...* ».

Cet Homme providentiel se voit comme un Messie et les doctrines élaborées sont reliés au Christianisme : St Simon parle de « nouveau » christianisme et Etienne Cabet parle de « vrai » christianisme. La référence religieuse est importante car elle nous indique que la nouvelle société aura des bases « morales ».

I. Le socialisme industrialiste de St Simon

St Simon s'appelait en fait Claude-Henry de Rouvroy (1760-1825) et était comte de St Simon. Il a abandonné son titre à la révolution française et va développer une théorie dans laquelle le développement est nécessairement lié à l'industrie ; ce sont les industriels qui doivent faire fonctionner la société. Ce raisonnement s'inscrit dans une théorie de l'Histoire, dans une vue l'évolution théorique des sociétés.

A. La théorie de l'Histoire de St Simon

La théorie de l'Histoire est une explication que donne St Simon sur la manière dont les sociétés humaines évoluent. Il pense que les sociétés humaines évoluent à la fois de manière cyclique et linéaire, cyclique dans la mesure où il existe une alternance de périodes de croissance et de crise et de manière linéaire car cette évolution se fait dans une tendance de progrès.

Dans le détail, les périodes « d'or », les périodes de création, sont donc des phases constructives dans lesquelles les individus partagent des valeurs communes qui garantissent à la fois la cohésion sociale, l'harmonie, et la croissance. Pour St Simon, ces phases sont des phases dites organiques. Les phases de crises sont des périodes dites critiques et, pendant ces périodes, tout ce qui a été créé, mis en place pendant la période organique, se détruit. Cette destruction n'est pas nécessairement mauvaise car elle prépare l'avènement d'une nouvelle période positive qui sera meilleure que la période positive, organique, précédente. Ces phases sont des phases de destruction créatrice qui sont indispensables pour atteindre une étape ultérieure dans l'évolution vers le progrès.

St Simon est persuadé que le XVIII^{ème} siècle, et en particulier dans la période qu'il a vécu, la révolution française, est une phase critique qui annonce une phase organique, que St Simon anticipe et qu'il veut organiser. Ce qui le confirme dans sa conviction qu'une nouvelle ère arrive

est l'analyse qu'il fait de l'évolution linéaire des sociétés. Il considère que la société peut évoluer en trois étapes :

- Les sociétés primitives :
Ce sont les sociétés féodales et, de manière plus générale, les sociétés fondées sur la force armée.
- Les sociétés légistes :
Ces sociétés sont fondées sur le Droit, les légistes remplacent les militaires.
- Les sociétés industrielles

Au début du XIX^{ème}, pour St Simon, on est à la fois au début d'une période organique et au début de la société industrielle ; la société qui s'annonce n'est plus une société de guerre, de conquête, mais une société de production, d'industrie, d'organisation du travail.

B. Le rôle de l'industrie

St Simon a inventé un terme pour caractériser la doctrine qu'il défend, le terme d'« industrialisme », car il veut se démarquer du libéralisme et d'une façon de faire de l'économie non-socialiste. Il invente une histoire pour expliquer ce qu'est l'industrialisme :

« Imaginons que la France perde en un jour 3000 personnes, les 50 meilleurs représentants de chaque science, métier, industrie, art ... et que le pays soit incapable de se remettre de cette perte. En revanche, supposons que la France perde ses ministres, hommes politiques, préfets, nobles, religieux ... A ce moment-là, il n'en résulterait aucun dommage »

Le fonctionnement de l'économie repose donc, selon St Simon, sur les scientifiques et les industriels et non pas sur les hommes politiques et les administratifs. Cette industrie permet de fonder une société qui est mieux organisée, plus efficace, et il est donc indispensable que la société industrielle soit dirigée par des industriels ; si l'on veut que la société soit dirigée correctement, il faut empêcher l'intervention des Hommes politiques dans cette société parce que ce sont les industriels qui ont l'habitude de résoudre les problèmes d'organisation dans leurs entreprises, et cette compétence doit être utilisée au niveau de l'Etat. St Simon défend une gestion parfaitement technocratique de la société, et c'est une idée toujours d'actualité.

La société industrielle ne doit pas être concurrentielle ; il ne faut pas laisser faire, il faut organiser le fonctionnement de la société et organiser la production. Cette idée-là conduit St Simon à envisager une « constitution industrielle » qui s'appuie sur des tribunaux du commerce et de l'industrie, réglant le fonctionnement de l'économie, le conseil d'industrie planifiant la production, et l'avantage de cette organisation est que ce n'est plus une organisation politique car c'est un gouvernement des choses et non plus des Hommes, c'est une administration des choses qui évacue toute dimension politique.

D'une certaine façon, on peut dire que chez St Simon, il y a un partage, une séparation entre la sphère politique, les idées sur ce qu'il nous pousse à vivre ensemble, et la sphère

économique ; les questions politiques sont mises au second plan au profit des questions industrielles et économiques. C'est une société de la disparition de la politique et de la suprématie de l'industrie.

C. Les St Simoniens (les héritiers spirituels de St Simon)

Les St Simoniens sont importants car ce sont eux qui ont donné vie à la pensée de St Simon, qui ont fait connaître cette pensée et qui lui ont donné une dimension concrète. Olinde Rodrigues, Prosper Enfantin et Saint-Amand Bazard critiqueront la propriété privée, considérant cette institution périmée, inadaptée à la société dans laquelle ils vivent, à la fois inefficace et injuste, inefficace par la désorganisation de la production, injuste car elle repose sur l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Les St Simoniens transforment aussi la théorie de l'Histoire de St Simon en considérant que les motivations des individus changent dans les différentes phases de la société : durant la période organique, c'est l'altruisme qui domine mais dans la période critique, c'est l'égoïsme. Ils considèrent que le progrès se traduit non seulement par l'évolution de l'industrie mais aussi par l'élargissement des modes d'association entre les êtres humains ; au début, la structure sociale de base était la famille, progressivement, cette structure s'est élargie et, selon eux, on se dirige vers une association universelle dans laquelle tout antagonisme, toute division de classe aura disparu et règnera une fraternité parfaite entre tous les humains.

Cette école de pensée va dégénérer en secte. En 1831, la « famille St Simonienne » comprend 79 personnes, dont les deux « pères suprêmes » étaient Prosper Enfantin et Saint-Amand Bazard. Malgré tout, le St Simonisme aura une influence indirecte très grande ; il influencera des entrepreneurs importants au XIX^{ème} siècle, et en particulier Ferdinand de Lesseps.

II. Le socialisme mutuelliste de Pierre-Joseph Proudhon

Proudhon est un penseur né en 1809 et mort en 1864, particulier dans le sens où il essaie de construire un système qui réconcilie le libéralisme et le socialisme. Il essaie de trouver une 3^{ème} voie et cela a pour conséquence est que Proudhon a été utilisé par des penseurs qui appartiennent à la fois au libéralisme et socialisme. Le projet de Proudhon s'appuie sur la volonté de respecter à la fois la souveraineté individuelle et la souveraineté collective.

La société fonctionne à partir d'individu. On a deux pôles dans toute organisation sociale. Les libéraux pensent que ce sont les individus qui font la société (primauté de l'individu), puisque la société est la somme des individus. Les socialistes pensent que c'est la société qui forme les individus, ce que nous faisons en tant qu'individu est déterminé par le placement de l'individu dans la structure sociale : la société est plus que la somme des individus.

L'idée d'une troisième voie est de trouver un moyen pour combiner l'individualisme des libéraux et la dimension sociale du socialisme. L'ambition d'un tel objectif a eu raison de toutes les tentatives, qui ont soit dégénéré vers le socialisme ou le libéralisme. En quoi consiste l'argument de Proudhon ? Les deux souverainetés s'équilibrent de manière dynamique ; c'est la tension entre ces deux souverainetés qui produit l'évolution ordonnée des sociétés, l'harmonie sociale. Pour Proudhon, la société repose sur des contradictions économiques qui produisent un équilibre ; il y a une harmonie spontanée dans la société mais cette harmonie n'est pas le produit de la recherche de l'intérêt privé mais la conséquence du fait que les individus acceptent la dimension collective de leur existence.

Proudhon plaide en faveur d'un organisme fédéral de la société, un fédéralisme fondé sur des « mutuelles », c'est-à-dire d'une mise-en-commun de ressources pour réaliser des actions communes.

A. Une « véritable » division du travail

Contrairement aux libéraux, Proudhon pense que la division du travail ne peut pas être uniquement technique : elle doit correspondre à la nature humaine.

Le point de départ du raisonnement économique de Proudhon est le travail. Le travail représente le champ d'exploration de l'économie politique. Le travail représente le « moi », au sens de Freud, des êtres humains, la substance de l'Homme. C'est le travail qui marque la différence entre les êtres humains et les animaux. Pour Proudhon cela signifie que le travail permet véritablement d'exprimer l'identité de l'humain (par l'exploitation de ses capacités). Proudhon rajoute que le produit d'un travail fait isolément n'a aucune valeur ; le travail n'acquiert de valeur que lorsqu'il est partagé, lorsque plusieurs individus mettent leur travail en commun. Par conséquent, pour Proudhon, le travail a une dimension collective, le travail exprime la dépendance de l'Homme à la société. Evidemment, l'une des conséquences de cette conception est la nécessité de diviser le travail, comme le disent les libéraux, mais Proudhon explique que les libéraux se sont trompés sur les raisons/causes de la division du travail. Cette erreur les a conduits à oublier la dimension collective du travail et les libéraux sont par conséquent incapables de comprendre la contradiction entre le fait que, d'une part, la division du travail permet l'amélioration des compétences individuelles, et d'autre part, la division du travail en tant que cause de la décadence de l'esprit. Les libéraux ne peuvent pas sortir de cette contradiction. Ce que Proudhon veut faire, c'est essayer d'échapper à cette contradiction. Proudhon pense qu'une recombinaison du travail est nécessaire : repenser le travail en lui donnant cette dimension collective et réorganiser la division du travail en prenant toujours en considération la dimension collective.

Pour effectuer cette recombinaison, il faut prendre en considération un autre élément qui est la dimension organique de la société, c'est-à-dire le fait que la société est un organisme vivant auquel tous les individus participent de manière solidaire. Par conséquent, la recombinaison du travail va passer par la mise en œuvre en tous les individus. Cela signifie que

les individus vont devoir s'associer librement dans leur travail pour former des groupes organiques, des groupes de solidarité ; les usines, les ateliers sont envisagés comme des groupes, des lieux organiques. Cette réorganisation du travail suppose une réorganisation de la production, et, une fois le mode de production réorganisé, on va voir apparaître ce que Proudhon appelle une force collective, qui est la puissance qui émane des Hommes quand ils travaillent de manière harmonieuse et solidaire avec les autres et permet de produire de plus grandes quantités de biens et de meilleures qualités, dans des conditions idéales puisque les individus peuvent véritablement exprimer leurs natures, ils ne sont plus exploités. Le travail devient véritablement le moyen de libérer les individus.

La force collective dont parle Proudhon est un produit spontané, elle émerge d'une structure sociale adaptée, elle ne peut donc pas être créée artificiellement, construite volontairement. C'est un argument différent de ce qu'on trouve chez la plupart des autres penseurs socialistes, qui pensent, eux, que l'on peut créer cette force collective, par exemple en créant des ateliers sociaux, comme en avait créé Louis Blanc en France ou Ferdinand Lassalle en Allemagne, puisqu'il considère que ce sont des tentatives de construction de la force collective, et donc, ce sont des entités artificielles qui ne libère pas les individus, mais qui les asservissent au nom de la collectivité. On ne peut pas imposer une structure sociale au nom de la collectivité, au nom des travailleurs, il faut que cette structure sociale émerge des interactions, des actions des individus. Il faut que les entreprises, les ateliers, soient l'expression de la volonté des travailleurs et non d'une minorité.

B. La propriété (privée)

La propriété est une idée essentiellement et fondamentalement contradictoire, parce qu'elle a à la fois des éléments négatives et positives. Si on ne reconnaît que les aspects positifs ou négatifs de la propriété, alors on ne peut pas comprendre la nature même de ce concept, donc on ne peut pas organiser la société, d'une façon qui permette d'exploiter à la fois les aspects positifs et à la fois les aspects négatifs.

L'aspect positif est qu'elle répond à un besoin ; elle est utile à la fois à la société et aux individus et c'est cette utilité qui la justifie, elle permet l'enrichissement et le développement de la société, et cet aspect positif devra être conservé dans une société socialiste. Cependant, il est apparu un aspect négatif, le despotisme : le droit d'user et d'abuser que l'on peut associer, au droit de propriété. Avec le droit de propriété s'est mis en place le despotisme. De ce fait, il s'est créé une relation déséquilibrée entre les individus par lesquels les propriétaires ont des obligations qu'ils peuvent, ou non, remplir. C'est donc ce déséquilibre, le fait que le propriétaire puisse échapper à ses obligations, qui justifie la formule : « *La propriété, c'est le vol* ». Cette formule ne signifie pas un rejet total de la propriété privée, mais cela signifie la suppression des aspects négatifs de la propriété.

Il faut donc, d'après Proudhon, supprimer cette violence qui peut s'exprimer dans cette propriété privée. La violence de la propriété privée s'exprime de deux façons :

- C'est une forme de despotisme quand elle repose sur des rapports entre les individus qui sont faussés, c'est-à-dire quand elle considère les travailleurs uniquement dans son individualité et donc qu'elle conduit le capitaliste à verser au travailleur un salaire qui permet à peine sa subsistance parce que le salaire de subsistance ne permet pas au travailleur d'avoir une existence stable alors que ce salaire permet au capitaliste d'engranger des profits qui lui permettent d'obtenir un avenir serein.
- Le despotisme de la propriété privée s'exprime aussi dans l'appropriation de la force collective. Le propriétaire du capital s'approprie la force collective de manière totalement illégitime : cette appropriation résulte du fait que le capitaliste emploie les travailleurs de manière collective mais il ne les paie que de manière individuelle, et donc, en payant les individus, le propriétaire ne paie pas la force collective parce qu'il ne paie pas la puissance qui résulte du travail solidaire mais du travailleur. La différence entre le produit de la force collective et la somme des salaires, la plus-value de Marx, est « volée » par les capitalistes. Le « vol » repose donc de la négation de la nature sociale de l'Homme. Il faut donc trouver une organisation sociale qui permette d'éviter ce vol et donc, c'est la base de cette société mutuelliste qui repose sur le fait que la propriété du travail doit retourner au travailleur.

Proudhon plaide pour une société où ce sont les travailleurs qui possèdent les entreprises, c'est-à-dire qu'il plaide pour l'autogestion. Les entreprises autogérées vont nouer entre elles des relations contractuelles et donner naissance à une société fédérale, à une fédération industrielle.

Section II : Le socialisme scientifique de Karl Marx

Marx n'est pas vraiment le premier socialiste scientifique. Parmi les autres, nous avons Rodbertus, Lassalle. Ferdinand Lassalle est connu pour avoir inventé la « loi d'airain des salaires » (le salaire se fixe au minimum de subsistance). Karl Rodbertus a quant à lui proposé une théorie de l'exploitation capitaliste dans laquelle il dit que ce ne sont pas les besoins des individus qui commande la production mais les capacités financières des demandeurs ; seuls les besoins solvables (qui peuvent être payés) sont satisfaits. Les riches peuvent satisfaire tous les besoins, y compris les besoins superflus, tandis que pour les pauvres, mêmes les besoins vitaux ne sont pas satisfaits : leur capacité financière insuffisante est dû au fait que la totalité de leur revenu ne leur est pas reversé, approprié par les propriétaires.

I. La théorie de la valeur travail

Marx considérait que les classiques avaient justement insisté que la valeur du travail. Il adopte une théorie de la valeur travail mais pour comprendre comment la valeur se fonde sur le travail, il faut comprendre quelle est la véritable nature de la valeur, et c'est là que Marx se

distingue des économistes classiques. Marx a une réflexion philosophique sur le concept de la valeur, et pour comprendre ce concept, il faut faire référence à la substance des marchandises. Il faut distinguer deux dimensions de la valeur :

- La dimension abstraite de la valeur
Il reste une propriété du genre humain : le travail est l'essence de l'Homme, au sens où il n'y a que l'Homme qui travaille ; le travail reste du travail, chaque forme de travail n'est qu'une actualisation de la même essence.
- La dimension concrète de la valeur
Tous les travaux se distinguent les uns des autres, donc les valeurs d'usages sont aussi différentes.

Marx pose la question suivante : Comment peut-on expliquer que des biens qui ont des valeurs d'usages différentes peuvent avoir une même valeur d'échange ?

Il y a une contradiction parce que si des biens ont des valeurs d'usages différentes, cela signifie qu'ils ont des qualités différentes, et donc leur rapport d'échange devraient être différent. Toutes les marchandises, tous les biens, ont un point commun, une substance commune : le travail. Le travail constitue la substance de la marchandise et donc aussi celle de la valeur. Au-delà des propriétés objectives/apparentes des marchandises, qui leur permettent de satisfaire des besoins, il y a un élément profond, ultime : le travail, que l'on retrouve dans toutes les marchandises.

Il apparaît que le travail lui-même est hétérogène au sens où tous les travaux diffèrent les uns des autres (maçon ≠ cuisinier). A cause de cette hétérogénéité, on se retrouve avec un nouveau problème : on a donné aux marchandises une substance hétérogène. Comment réconcilier l'hétérogénéité du travail avec la notion d'essence/substance ? Précisément en imaginant que le travail a deux dimensions, celles évoquées plus haut : le travail exprime la nature de l'Homme dans sa dimension abstraite et dans sa dimension concrète il montre l'être humain en train de produire son existence, il représente la matérialisation de l'être humain.

Comme chez Proudhon, le travail comme essence n'est pas un travail isolé, c'est une activité sociale. Marx adopte une théorie de la valeur travail dans laquelle la valeur de la marchandise est donnée par le temps de travail nécessaire à sa production, avec deux dimensions : On inclue dans ce temps de travail, le travail direct, ce que Marx appelle « le travail vivant », et le travail indirect, le travail nécessaire pour produire les outils de production. La valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire⁴ à la production.

Comme l'on a une théorie de la valeur travail, le système capitaliste a une forte incitation à innover parce que les entreprises vont chercher à réduire la quantité de travail pour produire : une entreprise qui utilise une technique de production obsolète va avoir besoin de plus de travail que ses concurrents et va vendre ses produits plus chers que ses concurrents.

⁴ Quantité de travail moyenne nécessaire à la production

II. L'exploitation capitaliste

A. La valeur DU travail

Si on adopte une théorie de la valeur travail, pour déterminer la valeur DU travail, il faut considérer que le travail est une marchandise, mais Marx refuse que le travail soit une marchandise, par conséquent le travail n'a pas de valeur, parce qu'il est la substance de la valeur et on ne peut pas déterminer la substance de la substance.

Comment déterminer la valeur du travail ? Marx dit que ce n'est pas le travail qui est vendu au capitaliste, c'est la force de travail, ou, plus précisément, l'usage de la force de travail pendant une période donnée. Pour déterminer sa valeur, on peut raisonner en terme de valeur travail, c'est donc la quantité de travail nécessaire qui a été nécessaire pour produire cette force de travail, c'est-à-dire la valeur du panier, la valeur des biens qui permettent aux travailleurs de reconstituer la force de travail.

En terme d'économie, Marx n'est pas très loin de la pensée de Ricardo, et de l'idée selon laquelle le travailleur est rémunéré par la subsistance du travail donnée.

- On ne parle pas de la valeur du travail mais de la force du travail
- Le salaire n'est pas naturel comme chez les classiques, mais il est produit par une structure de production

B. L'exploitation capitaliste et la plus-value

Le travailleur est exploité selon Marx, mais il l'est parce que le revenu qui est perçu par celui-ci est différent de celui qu'il aurait dû percevoir.

Le revenu, qui est la contrepartie de la valeur créée par le travail, ne va pas uniquement au travailleur mais va au travailleur ET au capitaliste. Le capitaliste bénéficie donc aussi de la valeur créée par le travail alors qu'il ne crée aucune valeur. Cette différence représente l'exploitation du travailleur par le capitaliste. On peut mesurer cette exploitation puisqu'elle est égale à la différence entre la valeur créée par le travail et le salaire versé au travailleur. Cette différence, Marx l'appellera : la plus-value.

Si le travailleur travaille 8h, il va recevoir un salaire correspond à ces 8h, si le capitaliste emploie le travailleur pour une durée équivalente, alors, il n'y aura pas de plus-value. Si le travailleur a besoin de 6h pour reconstituer sa force de travail, alors le salaire reçu va correspondre à 6h. Mais si le capitaliste emploie le travailleur pendant 8h, alors il va y avoir une différence entre le salaire payé sur la base de 6h et la valeur créée par le travail égale à 8h de travail. Les deux heures que le capitaliste n'a pas payé au travailleur représentent donc la plus-value que réalise le capitaliste réalise en utilisant du travail, mais pour Marx, il n'y a pas de

« vol » dans cette exploitation, puisque le capitaliste paie au travailleur ce qu'il doit payer, le salaire de subsistance. L'exploitation et la plus-value sont inévitables dans un système capitaliste, parce que la société capitaliste est divisée en classe et parce que les moyens de production ont été pris par les capitalistes.

III. La dynamique des sociétés capitalistes

A. La logique du capitalisme

Dans la société marchande, la logique est de vendre pour pouvoir acheter. Marx dit alors que le cycle sur lequel fonctionnent les sociétés marchandes est le suivant :

Marchandises ↔ Argent ↔ Marchandises

La logique capitaliste est inversée, qui elle réagissait de cette manière

Argent ↔ Marchandises ↔ Argent

Le point de départ du cycle économique est l'argent dont dispose les capitalistes pour pouvoir acheter des marchandises, y compris les moyens de production, qui une fois vendus, permettent de récupérer de l'argent. La finalité du cycle du système capitaliste est le profit, profit qui est rendu possible par l'accumulation du capital, laquelle fonctionne sur l'exploitation des travailleurs et la plus-value.

B. L'accumulation du capital

Que fait le capitaliste avec l'argent qu'il a gagné au cours du cycle de rotation de capital ? Le capitaliste sépare son revenu en 2 sommes : l'argent qui rembourse l'avance initiale, ce qui lui permet de reconstituer son capital, et utilise la plus-value pour sa consommation personnelle et acheter du capital supplémentaire. C'est ce que Marx appelle la reproduction élargie du capital. Par conséquent l'accumulation conditionne la survie du capitaliste.

Cette accumulation provient uniquement de la plus-value. Par conséquent, les capitalistes ont intérêt à embaucher de plus en plus de travailleurs pour empocher des salaires et donc des plus-values. Le processus semble donc sans fin... mais il existe bien une fin.

C. La concentration capitaliste

Avec l'accumulation de capital, la production augmente mais les ouvriers ne peuvent pas acheter des marchandises : la demande solvable n'est pas suffisante pour absorber ce qui est produit par le système, et donc il y a des crises de surproduction. Ces crises de surproduction conduisent à la disparition des entreprises les plus vulnérables, ce qui se traduit par une augmentation de la taille des unités de production, des entreprises, ou par une concentration dite capitaliste. Cette concentration est d'autant plus nécessaire que les capitalistes doivent se regrouper.

On a donc une logique qui conduit à des crises de surproduction, provoquant de la concentration qui provoque à son tour encore plus de surproduction... Le système est donc instable qui fonctionne selon une dynamique de crises de plus en plus grave, de plus en plus importante, jusqu'au moment où cette instabilité ne sera plus tenable, et le système capitaliste disparaîtra. Cette instabilité sera renforcée par un autre phénomène.

D. La baisse tendancielle du taux de profit

Il existe selon Marx une tendance de long terme, traduit par une baisse du taux de profit, typique à la société capitaliste. Cette conviction est de même nature que celle que l'on trouve chez les classiques sur l'état stationnaire, avec deux différences :

- Chez les classiques, la baisse des taux de rente concerne l'agriculture
- Chez Marx, la baisse des taux de profits concerne l'industrie

Chez les classiques, l'état stationnaire est un état sans croissance. Chez Marx, la baisse tendancielle du taux de profit conduit à la disparition du système capitaliste. Cet élément est très important car il permet d'expliquer la disparition de capitaliste ... Cependant, la baisse tendancielle du taux de profit peut être éventuellement contrecarrée. Quand le taux de profit augmente de nouveau, on a des phases de croissance qui permettent une augmentation des salaires, engendrant une dégradation des taux de plus-value et amenant par la suite une nouvelle crise économique de surproduction, sous le même schéma que précédemment. On a succession de phases de croissance et de décroissance, le capitalisme se caractérise par ces expansions et crises, et Marx nous dit qu'au fur et à mesure que le temps passe, les crises sont de plus en plus violentes et fréquentes, et, à chaque fois que la croissance revient, le taux de profit est de plus en plus faible : Plus il y a de crises économiques, plus le système s'affaiblit (plus les entreprises sont fragiles). Cette succession de période de crises et de croissances finit par conduire à une dernière crise économique à laquelle le système ne peut résister. Au mieux, les capitalistes peuvent reculer l'échéance de la chute du système mais ne peuvent l'arrêter. Cette disparition est bien évidemment liée à la fragilité accentuée des entreprises, due à la diminution perpétuelle du taux de profit.

L'un des problèmes soulevés est que la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas véritablement vérifiée. Un autre problème vient du fait qu'il ne s'agit pas d'une loi mais, comme

dit plus haut, d'une conviction, car, ce que dit Marx peut être résumé de la façon suivante : le taux de profit baisse dans le long terme sauf lorsqu'il y a des éléments qu'il l'empêche de baisser. Sous cette forme, cette baisse du taux de profit n'est qu'une tautologie (le taux de profit ne baisse que lorsqu'il ne baisse pas). Cette loi ne peut pas être démontrée, elle est toujours vraie ou fausse.

Chapitre IV

Le marginalisme

Le marginalisme est un ensemble de théorie qui critique l'économie classique.

Méthodologiquement, l'une des caractéristiques du marginalisme est l'approche déductive, fondée sur l'abstraction, qui cherche à élaborer une science économique, qui va prolonger les réflexions classiques de façon à l'accentuer sur le côté scientifique. C'est en quelque sorte un dépassement de la pensée classique et une réapparition de l'économie en tant que Science.

Le marginalisme s'est développé en opposition aux travaux de l'école historique Allemande, par un conflit des méthodes (Methodenstreit). Les écoles en conflit sont les suivantes :

- Les néoclassiques, qui ont une approche déductive et abstractive. Le but étant de créer des lois universelles
- L'école historique allemande, qui a une approche inductive, basé sur la démarche empirique, et qui considère que la théorie économique ne peut formuler de règles que dans un contexte particulier : on ne peut pas généraliser ce que l'on trouve et l'appliquer à toutes les situations. C'est l'Histoire qui devient un instrument privilégié pour l'économiste.

Au milieu du XIX^{ème}, ce sont plus les néoclassiques qui se sont imposés, et qui ont donc imposé leur vision de l'économie, qui ont défini ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie « orthodoxe ». L'approche historique, inductive quant à elle fut et est restée une approche « hétérodoxe » de l'économie.

Section I : L'école de Lausanne

I. Léon Walras et la théorie de l'équilibre général

Il existe 3 écoles dans le marginalisme, qui ont participé à ce que l'on appelle la révolution marginaliste ; il y a :

- Léon Walras, qui était à Lausanne, en Suisse
- Stanley Jevons, qui était à Cambridge, au Royaume Uni
- Carl Menger, qui était à Vienne, en Autriche

Ces 3 économistes ont inventé de manière totalement indépendante et quasi-simultanée, le raisonnement marginal.

Léon Walras, né en 1834, mort en 1910, a tenté de devenir ingénieur, a échoué deux fois à l'entrée de Polytechnique et à l'école des Mines. Suite à ses échecs, il s'est décidé à faire de l'économie politique et, en 1870, il a obtenu la chaire d'économie politique à l'école de Lausanne. C'est pendant cette période que Walras écrira son ouvrage de référence, traitant de l'équilibre général, intitulé *Traité d'économie politique pure*. C'est grâce à cet ouvrage que Walras a eu une influence énorme sur la pensée économique. Pourtant son travail a été ignoré en France, jusque dans les années 1950, jusqu'au moment où les américains vont s'intéresser à son travail.

Walras a eu des relations relativement mauvaise, voire hostile, à tous les économistes de son époque. Le seul à l'estimer fut Pareto, qui héritera au départ de Walras, de la chaire d'économie politique.

A. Les 3 branches de l'économie politique

La première partie est l'économie politique pure, qui correspond en fait à la théorie de la détermination des prix dans un régime de libre concurrence absolue. C'est une théorie de l'échange et de la détermination des rapports d'échange. Les prix, la valeur d'échange, s'imposent aux individus. Par conséquent, la science qui étudie ces éléments est une science exacte au sens où elle n'a aucun rapport avec les jugements de valeurs ; c'est une science physico-mathématique. La caractéristique d'une science est : « *l'indifférence complète aux conséquences bonnes ou mauvaises qui résulte de la recherche de la vérité.* » Il y a donc, chez Léon Walras, une séparation stricte entre la technique et l'éthique, un dualisme qui a caractérisé tous les principes de la science économique. C'est l'aspect le plus important chez Léon Walras, et c'est l'aspect qui est privilégié par les économistes dans ce qu'a écrit Walras.

En réalité Léon Walras a attribué beaucoup d'importance à des éléments qui n'ont aucun rapport avec l'économie politique pure, comme l'éthique, la morale et les jugements de valeurs. D'un point de vue idéologique, Léon Walras est plutôt socialiste : il était en faveur de l'intervention de l'Etat. Léon Walras se disait lui-même être un socialiste scientifique libérale. Comme conséquence de cette idéologie, il considérait qu'il existait deux autres branches dans l'économie : l'économie politique appliquée et l'économie sociale.

L'économie politique appliquée, c'est la théorie de la production de la Richesse Sociale. Son objectif est de chercher les règles d'une production abondante et bien proportionnel de la Richesse Sociale. Ici, on a abandonné l'idée d'individualisme, on parle de richesse collective, sociale. Une fois les règles déterminées, on les applique à un ensemble de domaine, telle que l'agriculture, le commerce, l'industrie, les crises.

L'économie sociale est une branche qui recherche les règles de la répartition de la Richesse Sociale entre les Hommes. Elle cherche à déterminer des règles de Justice et non plus des règles d'efficacité, de façon à ce que la répartition des Richesses soit la plus équitable possible. C'est dans ses travaux d'économie sociale que Léon Walras affirme que c'est une question de Justice Sociale que de nationaliser des terres, c'est un moyen de garantir l'équité.

B. La logique de l'équilibre général

Le problème que se pose Léon Walras est le suivant :

Léon Walras s'intéresse à l'échange volontaire et souhaite montrer que l'échange de long terme entre des individus bien informés, c'est-à-dire des individus parfaitement au courant des termes du choix qu'ils sont en train de faire, des individus motivés par l'intérêt personnel et rationnel (maximisateur), peut conduire à une organisation de la production et à une distribution des richesses efficace et mutuellement bénéfique.

La spécificité de l'analyse qui a marqué toute l'économie est que la seule forme d'interaction sociale admise est celle qui passe par le marché, dans des échanges volontaires (il n'y a pas de contraintes/coercitions). On est aussi dans une logique totalement et absolument individualiste ; il n'y a que des individus, pas de classe/déterminisme sociale, pas de syndicat, pas de groupe de pression, pas de cartel. Cet individualisme est logiquement relié au fait que Léon Walras se situe dans un cadre de concurrence pure et parfaite. Comment est-il donc possible d'expliquer que les actions individuelles peuvent elles se coordonner par les marchés ?

Cette coordination repose essentiellement sur les prix : il faut donc démontrer qu'il existe un système de prix, qui rende les échanges entre individus mutuellement avantageux. La théorie des prix occupe une place centrale dans la théorie de l'équilibre général, les prix sont donc au cœur du système.

En outre, la logique de l'équilibre général s'oppose à la logique de l'équilibre partiel, dans le sens où l'équilibre général suppose l'interdépendance des marchés. C'est parce qu'il était persuadé de l'interdépendance entre les marchés que Léon Walras pensait qu'il était possible de représenter l'économie en système d'équations simultanées. Dans cette économie il y a autant de marchés que de biens, et sur chaque marché, il y a trois types d'équations : une pour la demande, une pour l'offre, et une pour l'équilibre. Sur chaque marché, chaque acteur va adopter un comportement *à la marge*, les individus déterminent les demandes et les offres en égalisant les utilités/productivités marginales par rapport aux prix.

C. L'obtention de l'équilibre général

L'équilibre général se caractérise par le fait qu'il existe un système de prix tel que :

- 1) Sur chaque marché, la demande est égale à l'offre
- 2) Chaque agent est capable d'acheter et de vendre exactement ce qu'il souhaite acheter ou vendre.

Il y a donc deux niveaux dans le raisonnement de Walras : le niveau du souhait individuel et le niveau de la réalisation des souhaits. L'absence de coercitions signifie que les individus peuvent réaliser tous leurs souhaits, et s'il ne trouve pas les conditions d'échange qui leur permettent de maximiser leur fonction objectif et sont parfaitement satisfaits par cette situation.

- 3) Toutes les firmes/consommateurs sont capables d'échanger précisément les quantités de biens qui maximisent les profits et les utilités

C'est un équilibre réel au sens où la monnaie ne joue aucun rôle, elle ne sert qu'intermédiaire des échanges, et tout fonctionne parce que les marchés sont parfaitement concurrentiels, les agents sont maximisateurs et les prix sont flexibles. C'est la flexibilité des prix qui permet d'atteindre l'équilibre, et non celle des quantités. L'équilibre général s'obtient après un procédé dit de tâtonnement et tout se passe comme-ci il y avait un commissaire-priseur qui annonçait les prix, les individus réagissent en faisant des propositions d'offres et de demandes, maximisant leur utilité. Si l'offre est égale à la demande, on est à l'équilibre et l'échange peut avoir lieu, dans le cas contraire, le commissaire-priseur annonce un autre prix, et les agents réagiront en fonction de l'évolution de ce prix.

Ce qui est crucial dans cette procédure, c'est qu'elle est totalement fictive, qui intervient avant l'échange, c'est-à-dire qu'il n'y a d'échange qu'à l'équilibre, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'individus employés sur le marché du travail : tous les agents économiques qui souhaitent réaliser une transaction au prix d'équilibre peuvent le faire.

Peut-on démontrer la possibilité et l'existence de l'équilibre général ? Techniquement, l'équilibre général est possible s'il y a autant d'équations que d'inconnus, mais c'est une condition nécessaire mais pas suffisante. C'est un des problèmes techniques que Léon Walras a ignoré, en comptant qu'il existait toujours autant d'équations que d'inconnus, il a donc conclu que le système possédait une solution et que l'équilibre était possible : ce n'est pourtant pas tout à fait exact.

Il y a 2 problèmes que Léon Walras ne s'est pas posé :

- Une des équations de son système dépend fonctionnellement des autres équations ; le nombre d'équations est donc plus faible que le nombre d'inconnus.
L'explication vient du fait que s'il y a n marchés et qu'il y a équilibre sur $n - 1$ marchés, cela signifie que les consommateurs ont dépensé une somme d'argent égale à la valeur des biens qui leur sont offerts. Or, dans le même temps, on sait que la totalité des biens produits en valeur (le produit national, Y) est égale à la totalité des revenus perçus par les consommateurs. Par conséquent, s'il y a $n - 1$ marchés en équilibre dans cette économie, on peut conclure de manière mécanique qu'il y a équilibre sur les n marchés.

Ce résultat s'appelle la loi de Walras, mais il pose un problème au modèle Walrasien, dans le sens où il implique moins d'équations que d'inconnus. Sa certitude que l'on peut trouver un équilibre général n'était pas fondé.

- Même en admettant qu'il y ait autant d'équations que d'inconnus, que le système d'équations peut être résolu, cela ne veut pas dire qu'il existe une solution. Il se peut qu'il n'y ait pas de solution comme il est possible qu'il y ait une infinité de solutions, et il est tout à fait possible qu'il existe qu'une seule solution, mais que cette solution n'est aucune signification économique (prix ou quantités négatives).

Léon Walras était persuadé d'avoir trouvé l'existence de l'équilibre général. En réalité, il faut attendre les années 1950 pour que l'existence de l'équilibre général soit démontrée. Arrow, Debreu et McKenzie sont les 3 économistes qui ont, à peu près à cette époque, démontré cette existence.

3 remarques historiques :

- L'ouvrage de synthèse de l'économie walrasienne a été publié en 1950 par Debreu au nom de *Théorie de la valeur*.
- Pour parler de la théorie de l'équilibre général, on parle souvent du modèle Arrow-Debreu, en oubliant souvent McKenzie.
- Debreu est devenu prix Nobel d'économie. Debreu était ingénieur de formation et un jour, en nettoyant le grenier de son grand père, il a lu l'ouvrage de Walras, trouvant le problème d'équation et décide de le corriger.

II. Economie, sociologie et optimalité chez Pareto

Pareto, né en 1848 et mort en 1923, est à la fois économiste et sociologue. Il a pris la suite de Walras en prenant la chaire d'économie politique à Lausanne, et, dans le cadre de ses cours, il a publié un manuel/cours d'économie politique et aussi un traité de sociologie générale. Il avait une conception assez individualiste de l'économie, mais une conception de la société qui ne l'était pas : il pensait que la collectivité était un élément important dans l'identité des individus et les élites joueraient un rôle déterminant.

On connaît Pareto dans l'économie dans sa référence à l'utilité ordinale

A. Une théorie de l'utilité ordinale

Au moment où Pareto écrit, les économistes ont encore une conception de l'économie qui est cardinale, en particulier sous l'influence de l'utilitarisme. L'utilité cardinale est intéressante

parce qu'elle permet de comparer les satisfactions que les individus retirent, importante aux yeux de Bentham, car elle permet de mesurer l'utilité collective. La notion de cardinalité est utile mais très exigeante, et l'un des apports de Pareto va être de remettre en question cette idée de cardinalité et de comparabilité des utilités : que peut-on dire d'une allocation des ressources, d'un état de l'économie, si les utilités individuelles ne sont pas comparables ? Comment établir une mesure du bien-être collectif sans cette comparabilité des utilités ?

L'idée de Pareto est donc de dire qu'il n'est pas nécessaire de quantifier les utilités individuelles mais d'ordonner les paniers de consommation, en fonction de la satisfaction retirée. L'individu n'attribue pas un nombre aux différents paniers qu'il consomme mais il se contente de les classer, ce qui conduira à Edgeworth à proposer la notion de « courbe d'indifférence » et le seul élément qui compte pour évaluer un état de la société, une allocation des ressources, c'est de connaître la « carte » d'indifférence des individus ; ce qui a 2 conséquences :

- La quantité d'informations nécessaires que l'économiste a besoin pour juger un état de l'économie est beaucoup moins importante que dans une approche cardinale/utilitariste.
- Il est impossible de déterminer de l'extérieur des individus ce que sont leur préférence ; cela évite de donner à l'économiste, qu'il soit bien veillant ou non, un pouvoir très important sur les individus.

B. Utilité et ophélimité

Le point de départ de la pensée de Pareto, en matière de comportement individuel, est que l'individu est le meilleur juge de son bien-être ; Chacun est apte à dire ce qui optimise son utilité, mais la complexité de la psychologie humaine conduit Pareto à distinguer deux types de satisfactions individuelles : les satisfactions strictement économiques, parce qu'elles proviennent de la consommation de biens et services et que Pareto appelle « l'ophélimité », et les satisfactions non purement économiques, reposant sur les relations humaines et l'appartenance à une société, en suivant des préférences morales, que Pareto appelle « l'utilité ». Le terme d'ophélimité a été rarement repris car les économistes, même parétien, l'ont amalgamé avec l'utilité ; ils ont choisi de réduire l'utilité à l'ophélimité et de considérer que les seules satisfactions pertinentes pour une analyse économique sont celles qui sont liés à la consommation de biens et services. 2 raisons expliquent cette ignorance de différence : le concept d'ophélimité a été développé dans le *Traité de sociologie générale*, ce qui montre que pour Pareto, il n'y avait pas de frontière nette entre sociologie et économie, et les économistes ne lisent pas la sociologie, et la distinction que propose Pareto va à l'encontre des définitions habituellement retenues.

Malgré tout, la nature économique de l'ophélimité résulte de 4 caractéristiques :

- La source des satisfactions de l'ophélimité provient uniquement de la consommation de biens et services
- Les relations définies par l'ophélimité sont des préférences purement individuelles

- Ces préférences s'expriment uniquement sur le marché
- Ces préférences sont données et exogènes à l'analyse

Ces 4 caractéristiques correspondent à la caractérisation habituelle de l'utilité en économie.

L'utilité au sens de Pareto possède elles aussi quelques caractéristiques

- L'utilité désigne les satisfactions que les individus retirent de la consommation de biens et services mais aussi des relations interpersonnelles.
- Les préférences qui conduisent à ces satisfactions sont interdépendantes.
- Ces préférences ne s'expriment pas que sur le marché mais dans n'importe quel contexte institutionnel.
- Ces préférences sont endogènes à cause des réactions interpersonnelles

L'utilité désigne donc un champ plus vaste que l'ophélimité, qui lui ne s'intéresse qu'à la dimension de satisfaction économique, mais conduit à prendre considération des préférences qui vont au-delà des préférences strictement économiques, et donc, pour Pareto, le raisonnement économique, n'est qu'une étape dans l'analyse du fonctionnement des sociétés. L'économie n'est qu'une partie du fonctionnement de la société et elle est en quelque sorte englobée par des éléments plus vastes.

C. L'optimalité parétienne

Ce que les économistes appellent un « optimum de Pareto » correspond à un état de la société qui représentait, pour Pareto, le maximum d'ophélimités pour la collectivité ; c'est une allocation des ressources ne conduisant pas à un maximum d'utilités mais bien d'ophélimités. Pour Pareto, cet optimum n'est pas une finalité : c'est une étape intermédiaire qui doit compléter par des « *considérations étrangères à l'économie* », comme des considérations politiques, éthiques, etc... L'optimum de Pareto est donc une situation où il y a unanimité entre les individus sur les transformations sociales à réaliser : chaque individu a un droit de veto sur les modifications que l'on veut réaliser, et, de manière symétrique, le sacrifice est totalement exclu. Plus précisément, il faut distinguer les 2 formulations différentes de cette conception d'unanimité :

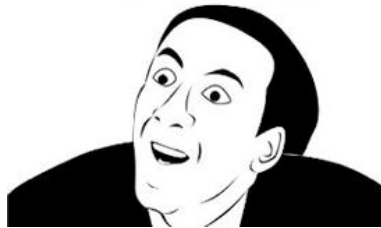
- Soit on exige l'accord explicite de chaque individu à la transformation sociale proposée
- Soit on se contente d'une adhésion implicite

Le premier cas correspond au « principe faible de Pareto », le second cas est considéré comme étant un « principe fort de Pareto ». Dans la version forte de l'unanimité, il suffit qu'un individu soit favorable à la transformation, et que les autres soit indifférent pour que cette transformation soit acceptée, ce qui est bien plus contraignant pour le fonctionnement de la société, puisque, d'une certaine façon, un individu peut imposer sa préférence au reste de la collectivité.

Section II : L'école autrichienne

L'économie autrichienne est liée à une spécificité géographique : les premiers économistes de l'école autrichienne étaient ... autrichiens !

YOU DON'T SAY?



Jusqu'au premier tiers du premier siècle, les économistes ont commencé à quitter le pays pour migrer vers les États-Unis, et le terme d'école autrichienne est devenu plus une appellation pour définir une spécificité de l'économie.

Sa caractéristique fondamentale est son hétérodoxie ; les économistes autrichiens sont hétérodoxes mais libéraux, qui défendent le marché, récusant l'intervention de l'État : on parle, en ces termes, d'anarcho-capitalisme, on défend une société sans État, fondée en particulier sur des droits de propriété. On parlera aussi de libertarianisme, la pensée autrichienne de l'économie forme des économistes libertariens.

C'est une économie subjectiviste, fondée sur l'idée que les valeurs économiques sont toutes subjectives.

Les économistes autrichiens récuse toute formation mathématique de l'économie ; on ne peut pas formaliser les relations économiques : tout est qualitatif. C'est une école que l'on qualifie aussi de psychologique, c'est-à-dire que les économistes autrichiens mettent l'accent sur la psychologie des agents économiques. On a une approche des comportements individuels, des motivations, plus fine que dans l'école néoclassique, où, dans cette dernière, la psychologie individuelle est réduite à sa plus simple expression : la rationalité des agents économiques. Cette façon de réduire la psychologie individuelle est refusée par les économistes autrichiens, soulignant les limites des capacités individuelles.

La conception du marché est aussi différente que chez les néoclassiques ; le marché n'est pas le lieu où se rencontre l'offre et la demande, il n'est pas l'équilibre : c'est un processus qui permet de coordonner les actions individuelles. L'efficacité économique n'est plus définie par la réalisation de l'équilibre générale, mais par l'existence d'un ordre social, dans lequel les anticipations des différents agents se coordonnent et s'équilibrent.

Il existe plusieurs générations d'économistes autrichiens, mais nous verrons que les 2 premières, les fondateurs et exportateurs de cette pensée.

I. La première génération d'économistes autrichiens

A. Carl Menger (et la flemme de mettre un titre aussi complet que les précédents)

Carl Menger, né en 1840 et mort en 1921, écrit son principal ouvrage en 1871 : *Principes fondamentaux d'économie politique*. Dans cet ouvrage, Menger décide comme objectif, en toute modestie, de reconstruire l'économie politique. Il utilisera la théorie des besoins, la définition des biens économiques, l'importance des biens, des échanges sur le marché, de la monnaie, etc... Le principe unificateur de l'approche de Menger est cette conception qualitative de l'économie, reposant sur l'approche subjectiviste de l'action humaine évoquée précédemment.

a. La théorie des institutions

Menger est le premier véritablement à expliquer l'origine des institutions et leur développement dans le cadre d'une analyse économique. Bien que son approche se restreigne à l'explication de l'origine de la monnaie, il explique cependant que ce même raisonnement pourrait être appliqué aux institutions juridiques ou au langage. Aujourd'hui, il existe l'analyse économique du droit, et Menger en est probablement son fondateur.

Son raisonnement est relativement simple : il explique que les institutions émergent à l'issue d'un processus décentralisé, d'essais et d'erreurs, reposant sur la répétition d'interactions entre individus. Les individus se trouvent donc face à des problèmes récurrents, qu'ils essaient de résoudre d'une certaine façon : lorsque ces solutions fonctionnent, elles sont adoptées par les individus, et elles deviennent progressivement une règle ou une institution ; si ces solutions ne fonctionnent pas, d'autres essais sont réalisés jusqu'à ce qu'une solution adoptable par tous s'impose.

Exemple typique, ne se trouvant pas chez Carl Menger : la règle de priorité à droite. C'est une règle qui peut être expliquée comme résultant d'un processus d'essais et d'erreurs. Cette règle est symbolique car elle est simple et ne demande pas de calcul. Ceux qui ne réussissent pas à l'apprendre ont des accidents, susceptibles de ne pas pouvoir recommencer le jeu.

Point culture : En France, la règle a changé avec la révolution française ; on circulait (à cheval) du côté gauche. Le côté gauche étant assimilé à l'ancien régime, du fait de la pratique de pouvoir porter l'épée, de la main droite, vers le centre de la route leur permettant d'assaillir ou se défendre de leur adversaire direct simplement, ce qui est pratique pour les droitiers, majeure partie de la population (cf. joutes équestres). La règle a donc changé suite à la révolution pour briser tout lien avec l'ancien régime

Les institutions émergent de manière tacite/implicite, sans que les agents ne se mettent d'accord sur la règle adoptée, anticipant que tous les agents utiliseront la même règle (anticipation croisée). Le produit de ces anticipations infinies s'appelle La Connaissance Commune (principe de rationalité en Théorie des Jeux).

Les institutions par conséquent n'ont pas à être créées par l'Etat selon une logique descendante, puisqu'elles émergent spontanément d'une logique ascendante.

b. La théorie des besoins et définition de la valeur

La valeur chez Carl Menger n'est pas liée aux biens économiques en eux-mêmes, mais à l'importance que les individus leur accordent. Cette importance est liée à la capacité de ces biens à satisfaire les besoins des individus. Par conséquent, cet aspect signifie que, chez Menger, les biens économiques ne sont pas définis de manière objective, mais liés aux besoins des individus. Il y a 4 propriétés qui définissent un bien économique :

- Il doit exister un besoin humain
- L'objet considéré doit posséder des propriétés qui le rendent apte à satisfaire ce besoin
- Les individus doivent identifier cette aptitude à remplir ce besoin
- Les individus doivent pouvoir employer ce bien pour satisfaire le besoin

Un bien économique n'est pas uniquement défini par la rareté mais aussi par les agents économiques.

Menger va proposer une table, qui est une formalisation de la loi de Gossen (de 1854) pour expliquer comme se déroule la satisfaction des besoins par les biens. Selon Gossen, le supplément d'utilité fournit par des quantités croissantes d'un même bien va en diminuant jusqu'à devenir nul au point de satiété.

		Besoins généraux →									
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
Degré de Satisfaction des besoins ↓	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	
	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	
	8	7	6	5	4	3	2	1	0		
	7	6	5	4	3	2	1	0			
	6	5	4	3	2	1	0				
	5	4	3	2	1	0					
	4	3	2	1	0						
	3	2	1	0							
	2	1	0								
	1	0									
0											

I → X : Décroissance de l'intérêt que les agents économiques portent au bien

La catégorie I correspond aux besoins alimentaires, ici, le bien type sera le pain, et la catégorie X correspond aux divertissements.

Le degré correspond à la satisfaction procuré à la première consommation du bien correspondant. Le degré 10 est la plus grande satisfaction procurée due à la consommation d'un bien. La décroissance progressive de ce degré est, elle, due à la nouvelle consommation de ce bien pour subvenir à la satiété du même besoin.

A l'optimum du consommateur l'utilité marginale du bien i , pondéré par le prix i est égale à l'utilité marginale du bien j , pondéré par le prix j .

Le consommateur rationnel, maximisant son utilité sous contrainte de revenu, avec un revenu de 10, et, pour chaque bien, le prix s'élève à 1, consommera le programme situé dans le triangle rouge de la table de Menger. Anecdote : l'utilité totale que se procure le consommateur rationnel est ici de 80.

B. Les successeurs de Menger

Situés toujours dans la première génération, Eugène Böhm-Bawerk et Friedrich Von Waser ont tous deux fait l'école autrichienne.

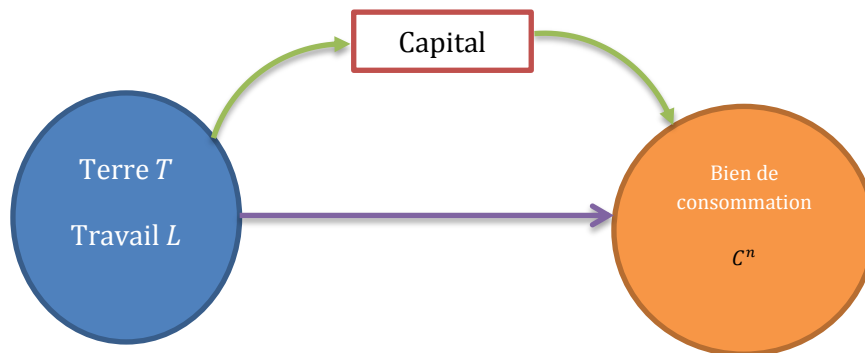
L'apport de Böhm-Bawerk

Pour Eugène Böhm-Bawerk, il existe des facteurs de productions originels, la terre et le travail, car leurs quantités/existences ne dépendent pas de facteurs économiques. Le capital a une qualité différente de ces autres, car il est constitué de biens fabriqués à partir des facteurs de productions originels. Le capital a une place à part dans l'ensemble des facteurs de production, il mérite une attention particulière.

Le capital accroît la productivité des facteurs originels, il permet de démultiplier ce que la nature a créé. Le capital permet d'adopter des méthodes de production détournées ; il permet de réaliser un détour de production : On voit bien que le capital se définit par rapport au temps que prend la production ; cette notion de temps, associée au capital est une notion importante dans l'économie autrichienne. Le premier à avoir souligné cet aspect est Carl Menger, qui a donc insisté dans ses *Principes fondamentaux d'économie politique* : la production est consommatrice de temps, on a une conception dynamique du processus de production, parce que l'on évalue ce processus par la différence existant entre 2 périodes. On retrouve la même idée chez Eugène Böhm-Bawerk, cette idée de structure temporelle de capital.

On devine déjà quelque chose : le prix du capital va aussi dépendre de l'attitude qu'on les agents économiques face au temps, la *préférence pour le présent*. En insistant sur la dimension

temporelle du processus de production capitaliste, Eugène Böhm-Bawerk veut signifier que l'on doit faire la distinction entre le processus de production capitaliste (celui qui prend du temps par le détour de production) et le non capitaliste (qui est immédiat). Le processus de production capitaliste n'est pas immédiat car il consiste à produire d'abord un bien de capital, intermédiaire, avant la production du bien final. Le processus de production non capitaliste est immédiat, on utilise les facteurs de productions originels pour produire directement et sans détour le bien de consommation.



Plus le détour de production est important, plus le processus de production est long, plus le processus de production est efficace.

Eugène Böhm-Bawerk prend l'exemple de quelqu'un qui est dans une campagne et qui a besoin d'eau, et la source d'eau est relativement éloignée de son habitation. Pour se procurer de l'eau, cette personne a plusieurs possibilités :

- Sans détour de production et de manière immédiate, l'individu va à la source pour se procurer de l'eau.
La satisfaction obtenue est immédiate, mais c'est une façon assez coûteuse de satisfaire sa soif.
- L'individu fabrique un seau qui lui permet de transporter l'eau dont il a besoin mais aussi, il peut l'utiliser pour d'autre usage. Dans ce cas, on voit très vite, le détour de production n'est pas très long, la satisfaction n'est pas immédiate, mais ce détour permet une future satisfaction du besoin.
- L'individu peut construire une canalisation, qui lui permettra à l'avenir de disposer de toute l'eau courante dont il a besoin.

Plus le détour de production est long, plus il faut attendre pour satisfaire un besoin, mais, en contrepartie, le bénéfice que l'individu pourra en tirer est important. Le détour de production est en fait un investissement. Plus l'investissement est long à réaliser, plus il sera coûteux, mais plus il sera bénéfique pour l'individu.

Eugène Böhm-Bawerk est bien le premier à avoir expliqué l'investissement en terme de détour de production et à avoir caractérisé le système capitaliste par sa structure temporelle. Dans l'exemple, le capital accroît la productivité des facteurs originels de deux manières : en valeur et en volume.

- En volume, cela signifie que pour une même quantité de facteurs originels, on obtient une quantité de biens plus importante lorsqu'une partie de ces facteurs originels a servi à produire du capital.
- En valeur, au sens où la valeur des biens obtenus en utilisant une partie des facteurs originels pour produire du capital est supérieure à la valeur des facteurs originels.

Survient un problème : l'accroissement de productivité dû à l'utilisation de plus de capital se fait à un taux décroissant. Plus on augmente la période de production, plus on augmente la longueur du détour de production, moins le rendement obtenu est important. Or, comme les facteurs de production sont rémunérés à leur productivité marginale, il est évident que l'on tend vers un taux de rémunération du capital de plus en plus faible, et qui finit même par s'annuler. A ce moment-là, le taux d'intérêt est nul : dans les sociétés capitalistes, il y a un processus à l'œuvre, la baisse tendancielle du taux d'intérêt au fur et à mesure de l'allongement des détours de production.

Dans les sociétés capitalistes, le capital rapporte de moins en moins d'argent, il y a donc de moins en moins de taux d'intérêt, il y a donc de moins en moins d'intérêt à investir/allonger le détour de production. Par conséquent, on voit bien que les sociétés capitalistes tendent vers la stagnation, vers moins de croissance, mais il existe des raisons, selon Eugène Böhm-Bawerk, qui justifie l'existence d'un taux d'intérêt positif. Ces raisons sont au nombre de 3 :

- La surestimation des biens présents par rapport aux biens futurs.
Les individus ont une tendance à surestimer leurs biens présents face aux biens futurs.
- La sous-estimation des besoins futurs par rapport aux biens présents.
Ce qui est une autre façon de surestimer le présent au futur.

Ce sont des raisons psychologiques qui correspondent à la *préférence pour le présent* et qui signifie donc qu'un individu paie un intérêt pour consommer aujourd'hui, dans le présent, des biens qu'il n'aurait pu acquérir que dans le futur (justification du taux d'intérêt sur emprunt) ou que les individus n'acceptent de reporter leurs consommations présentes qu'à condition de percevoir une rémunération (justification du taux d'intérêt sur épargne). Plus ma préférence pour le présent est grande, plus je souhaite recevoir un taux d'intérêt élevé pour ne pas consommer pour le présent, plus j'accepte de payer un taux d'intérêt élevé pour pouvoir consommer maintenant. Le taux d'intérêt est le prix de la *préférence pour le présent* et le taux d'intérêt a une fonction qui est de ralentir la tendance des individus à négliger les besoins présent en allongeant le détour de production.

Dans une société capitaliste, il y a 2 tendances qui se contredisent : une tendance consistant à négliger le présent en faisant des détours de production, de façon à accroître la productivité des facteurs originels, et une autre tendance, contredisant la précédente, consistant dans la préférence pour les individus. Une remarque : la *préférence pour le présent* est indépendante de tout événement extérieur à l'individu, indépendante du risque, c'est un phénomène psychologique propre à chaque individu : chaque individu se caractérise donc par son propre taux d'intérêt pour le présent, et que chaque facteur de risque va renforcer ce taux.

- La 3^{ème} raison est la suivante : la disponibilité des biens du présent

Idée relative au processus de production, les biens présents ont une supériorité technique sur les biens futurs puisqu'ils sont disponibles immédiatement, et donc peuvent être utilisés immédiatement dans le processus de production. Les entrepreneurs sont disposés à payer pour bénéficier de ces biens présents, pour les investir dans le processus de production et donc obtenir une productivité et un revenu supérieurs.

Ces raisons expliquent donc pourquoi le taux d'intérêt est positif, pourquoi les sociétés capitalistes continuent d'investir alors que la productivité marginale du capital est décroissante et donc expliquent aussi le processus de production n'est pas allongé indéfiniment. Le système capitaliste fonctionne parce que les individus manifestent de la *préférence pour le présent*.

Chez Eugène Böhm-Bawerk, la préférence pour le présent est subjective et est variable entre individus. Par conséquent le taux d'intérêt que chaque individu demande à cause de cette préférence pour le présent, va varier aussi d'un individu à l'autre. Dans la réalité cependant, les taux d'intérêts ne varient pas entre individus, le taux d'intérêt des marchés et une façon d'harmoniser et d'objectiver la préférence pour le présent.

L'apport de Von Wieser

Friedrich Von Wieser, né en 1851 et mort en 1926, prend la suite de Carl Menger à l'université de Vienne en 1903. D'une certaine façon, il réalise la transition entre la première et la deuxième école de Vienne, celle de Schumpeter, Hayek et Mises. L'un de ses apports à l'économie est celui de sa théorie des coûts d'opportunité.

L'analyse des coûts d'opportunité de Von Wieser est relativement simple à expliquer : elle signifie que les prix relatifs des biens reflètent les opportunités qui sont abandonnées lorsqu'un choix de consommation est fait. Si on a 2 biens, x_1 et x_2 . Si on veut $D_1(x_1)$, on doit abandonner $O_2(x_2)$: le coût de la demande $D_1(x_1)$ est représenté par l'offre O_2 que l'on est obligé de faire pour pouvoir consommer x_1 . Donc, le prix relatif de x_1 par rapport à x_2 est bien le montant de bien x_2 que l'on doit offrir, et donc, sacrifier, pour pouvoir consommer x_1 .

Si je dois abandonner 15 unités de x_2 pour pouvoir consommer 5 unités de x_1 , alors le prix relatif de x_1 par rapport à x_2 est de 3 (15/5), même si le rapport des prix effectif de marché n'est pas égale à 3. Ce qui implique que le coût d'un bien pour un individu n'est pas représenté uniquement par le prix réel de ce bien, mais il faut ajouter dans le coût du bien l'ensemble des opportunités sacrifiées pour pouvoir se procurer ce bien. Le coût supporté par les individus est un coût qui a une dimension subjective évidente parce que les opportunités sacrifiées diffèrent d'un individu à l'autre. Cet aspect subjectif n'est pas totalement ignoré par l'économie néoclassique ; en revanche, la différence cruciale entre les deux écoles est que Friedrich Von Wieser étend son analyse au coût de production.

Les coûts que supportent les entreprises ne sont pas des coûts objectifs, mais ce sont aussi des coûts d'opportunités sacrifiés. On a ici une extension de la dimension subjective du raisonnement des consommateurs et des producteurs, ce qui est innovant à l'époque ; cet aspect est original et c'est une vraie différence entre l'école autrichienne et l'école néoclassique.

II. La seconde école de Vienne

A. Friedrich August Von Hayek

Né en 1899, mort en 1992, Friedrich Von Hayek commence sa carrière à Vienne, mais en 1931, il se retrouve à la London School of Economics, puis en 1950 il quitte l'Angleterre pour les Etats Unis et arrive à l'Université de Chicago. Il y perdra la particule de son nom et mourra sous le nom de Friedrich August Hayek.

Il travaillera sur la théorie des cycles et des fluctuations, l'impact du savoir sur la coordination des actions individuelles. Il travailla aussi en philosophie, droit, etc...

Parmi les ouvrages les plus importants, il écrira la *Route de la Servitude*, traitant de la planification et du rôle de l'Etat, menant à la servitude des agents (fervent défenseur du libéralisme). Il écrira aussi la *Constitution de la Liberté* et les 3 tomes *Droit, Législation et Liberté*, traitant de la philosophie politique et le droit.

En tant qu'économiste autrichien, ce qui l'intéresse, c'est de montrer la primauté du marché sur les autres formes d'organisation. Il a cependant une conception totalement différente de la conception néoclassique du marché. Il reste cependant défavorable à l'intervention de l'Etat, même s'il y a certaines ambiguïtés chez lui. Ces ambiguïtés font que, chez la plupart des gens, Hayek est un ultralibéral des plus convaincus, ce qui s'explique par le fait qu'il a été conseillé de Margareth Thatcher et un défenseur de la dérèglementation en Grande-Bretagne.

Hayek était en faveur de la privatisation de l'émission de monnaie (suppression de la banque centrale, émission par les banques privées) et c'était un farouche opposant à l'Euro, car c'est une monnaie construite de manière artificielle et qui n'a donc aucune légitimité économique. Il était cependant favorable à une monnaie européenne qui aurait été adopté après un processus de sélection qui aurait mis en concurrence les différentes monnaies en circulation dans l'Union Européenne. C'est la monnaie qui aurait été sélectionné après ce processus de concurrence qui aurait été la monnaie européenne. Cette opposition entre 2 façons de gérer la société, d'un côté avec la planification centralisée, rationaliste et constructiviste, symbolisé par l'Euro, et d'un autre côté avec une organisation fondée sur le marché, sur l'ordre spontané et le « vraie » rationalisme, humble, est simplifié en 2 termes (grecs) : Cosmos et Taxis

Le Cosmos est une conception représentant l'ordre spontané et le Taxis fait référence à la planification. L'avantage du marché sur la planification est d'utiliser les informations et le savoir

dont disposent les individus et dont les individus, à titre individuel, sont les seuls à disposer.
Hayek écrit 2 articles :

- Economics and Knowledge (1937)
- The Use of Knowledge in Society (1945)

Ces 2 articles critiquent à la fois la conception néoclassique de l'économie et insistent sur la façon dont le savoir et la connaissance circulent entre les agents économiques. Hayek réfute l'idée selon laquelle le problème économique principale d'une société soit d'allouer des ressources entre différents objectifs concurrents. De la même façon, le marché n'est pas un lieu sur lequel s'équilibre l'offre et la demande ; pour lui le problème économique est celui de l'utilisation de la connaissance et plus précisément d'une connaissance qui est répartie entre tous les individus et qui n'est donnée à personne en totalité. Son argument est simple : le savoir, la connaissance dont nous disposons est totalement tacite, les gens savent des choses sans en avoir conscience. Puisque les individus ne savent pas consciemment leur connaissance, il est difficilement exploitable et transmissible à d'autres personnes et il est donc inaccessible au planificateur central, ce qui veut dire qu'une organisation de l'économie planifiée de puis le centre est incapable d'exploiter ce savoir inconscient : le seul moyen d'utiliser ce savoir-là est d'avoir une procédure décentralisée, c'est-à-dire le marché. Le marché est donc la seule procédure/institution qui soit susceptible d'utiliser les savoirs individuels.

Le marché est la procédure qui permet de découvrir des informations, de percevoir des écarts, des déséquilibres, et donne (le marché) aux individus de connaître ces déséquilibres. Ces déséquilibres d'ordre informationnel sont importants : ils signifient qu'il y a une opportunité pour les entrepreneurs d'innover, et que, sans marché, nous perdons ce potentiel de déséquilibre. Cette conception de l'économie est une conception qui s'étend aux autres aspects de la société, Hayek a les mêmes idées sur le droit et la politique. Pour lui, le meilleur système juridique est le système anglais, c'est-à-dire un système juridique décentralisé dans lequel le juge joue un rôle principal et qui fonctionne sur la jurisprudence. Il critique les systèmes politiques, juridiques et institutionnels, comme le système français dans lequel le parlement a un rôle créateur de règles très important. Ces systèmes sont des systèmes qui tendent, en première étape, vers la planification.

B. Les travaux de Joseph Schumpeter

Joseph Schumpeter a enseigné à l'université de Graz et celle de Bonn jusqu'en 1932, puis il quittera l'Allemagne, suite à la montée en puissance du NSDAP, pour les Etats Unis où il enseignera à Harvard jusqu'en 1949. Il est connu pour son histoire de la pensée économique et 2 autres éléments : sa théorie de l'évolution (des cycles) et sa théorie de l'entrepreneur. Il considère que l'élément moteur, dynamique, permettant à une société d'évoluer, est l'innovation et cette innovation est le résultat de l'action d'un type d'individu particulier. Joseph Schumpeter distingue Innover et Inventer, innover apporte quelque chose de nouveau dans l'économie, quelque chose qui permet de réaliser de nouveaux investissements, alors que toutes les autres

actions permettent de réaliser des investissements, au mieux, de remplacement. L'entrepreneur est, et il est le seul, capable d'identifier ces possibilités d'innovation, ce qui signifie que l'innovation crée une rupture dans le fonctionnement de la société et de l'économie, cette innovation ne garde pas son avantage nécessairement longtemps, car elle finit par être imitée par d'autres individus et, lorsqu'elle est imitée, l'économie retombe dans une phase de stabilité. Cette innovation conduit à des périodes que Schumpeter appelle des périodes de Destructures Créatrices, car il y a destructions des anciens modes de production, qui amène la création de nouveaux investissements (destinés à l'innovation).

La question qui se pose après est de savoir quel est le meilleur système institutionnel pour exploiter ces innovations... Pour Schumpeter, c'est l'économie de marché et la concurrence qui permettent de tirer le meilleur profit de ces capacités entrepreneuriales. Pourtant, en 1942, Schumpeter publie un ouvrage intitulé *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, dans lequel il écrit que le capitalisme, selon lui, ne peut pas survivre et qu'il va être remplacé par le socialisme, parce que les innovations vont finir par se « bureaucratiser », va donc devenir le fait d'équipes de spécialistes travaillant sur commande. Ces innovateurs bureaucrates/fonctionnaires vont être payés comme n'importe quel autre travailleur, par des salaires, et donc va disparaître la rémunération incitative de l'entrepreneur, ce qui va conduire à la perte du pouvoir des capitalistes et de la bourgeoisie sur l'économie, amenant vers une société socialiste, parce que le capitalisme n'aura pas été capable d'exploiter ses spécificités.

C. Le débat sur le socialisme de marché

Un certain nombre d'économistes socialistes ont essayé de proposer une théorie qui réconcilie « socialisme » et « marché », ont essayé de mettre le marché au service d'une économie socialiste, principalement au service d'une économie dans laquelle les moyens de productions sont la propriété de l'Etat. Les travaux d'un socialiste répondant au nom d'Enrico Barone soutiennent que le marché et les prix ne sont pas nécessaires au fonctionnement d'une économie parce que l'on peut déterminer la valeur des biens sans prix, et par ailleurs, les prix sont un mauvais indicateur de la valeur des biens. On peut très bien faire fonctionner une économie de manière planifié et centralisé.

Le débat commence par un économiste du nom de Ludwig Von Mises, en rétorquant que le socialisme n'est pas économiquement viable et que la position consistant à dire que les prix ne sont pas importants est erronée : on a besoin des prix pour déterminer la manière dont les individus valorisent les biens, les prix monétaires sont importants car ils transmettent des informations sur la préférence/désir des individus. Il donne un second argument en disant qu'on ne peut pas faire fonctionner une économie sans propriété privée des moyens de productions, parce que, sans propriété privée, il n'y a pas de marché, et, sans marché, il n'y a pas d'indicateur de valeur.

Un autre économiste, polonais, du nom d'Oskar Lange, a répondu que l'on pouvait réconcilier le socialisme avec les prix et il prend comme modèle la théorie de l'équilibre générale

de Léon Walras pour démontrer que la planification centralisée peut très bien fonctionner et permettre une allocation générale des ressources. Lange propose donc de transposer le modèle walrasien dans la réalité et le planificateur central va jouer le rôle de commissaire-priseur walrasien : on mélange donc une logique centralisée à une logique décentralisée. Le raisonnement est simple :

- 1) Le planificateur central, ou le bureau central de planification, envoie des prix aux agents économiques pour tous les biens de consommations et de productions.
- 2) Les agents économiques réagissent par des quantités d'offre et de demande.
- 3) Le planificateur central ajuste les prix en fonction des réponses des agents.
Le processus dure comme ça jusqu'à égalité entre offre et demande.

C'est à ce moment qu'Hayek rentre dans le débat en critiquant le raisonnement du socialisme de marché parce qu'il repose sur une conception erronée du marché qui est la conception néoclassique. Hayek dit que le rôle du marché n'est pas d'affecter les ressources de manières optimales, comme le pense les néoclassiques et certains socialistes, mais d'utiliser les informations, et ceci ne peut pas être réalisé de manière centralisée.

Ce débat porte sur la possibilité de réaliser un calcul économique de manière décentralisée ou non. Pour les libéraux autrichiens, ce n'est pas possible essentiellement pour un problème d'informations. Tout est un problème est donc un problème de traitement d'informations, car les informations sont traitées par chaque individu, d'où l'idée que, dans les années 2000, certains économistes néomarxistes, notamment John Roemer, ont essayé de faire revivre ce débat en défendant de nouveau le socialisme de marché, en défendant l'idée par le fait que les ordinateurs auraient suffisamment d'informations pour effectuer les calculs que doivent faire le planificateur central.

Section 3 : Le marginalisme anglais

A. William Stanley Jevons

Né en 1835 et mort en 1882, Jevons est considéré comme l'un des fondateurs du marginalisme au même titre que Léon Walras et Carl Menger, à avoir expliqué que le comportement économique dépend de l'utilité marginale (et donc pas de l'utilité totale) et à avoir lié la valeur à l'utilité ressentie par les consommateurs.

Comme Menger, il raisonne dans un cadre psychologique ; mais Jevons fait référence à Jérémy Bentham et s'inscrit dans une approche hédoniste : l'utilité et la valeur dépendent du plaisir que les individus retirent de la consommation des biens, comme chez Bentham. D'une certaine façon, cette approche devrait avoir une dimension cardinaliste pour qu'on puisse mesurer l'utilité et savoir si le bilan entre plaisir et souffrance est positif ou négatif. En réalité,

Jevons ne fait pas explicitement la différence entre ces 2 formes d'utilité (l'ordinaire et la cardinale) : sa conception de l'utilité reste implicite/tacite dans son analyse.

Jevons était connu à son époque comme un économiste intéressé sur les questions d'économie appliquée plutôt que sur l'économie théorique ; d'ailleurs, il a publié en 1871 sa *Théorie d'économie politique*, et avait publié, avant, en 1863 et 1865, 2 ouvrages d'économie appliquée : *The Coal Question* (pour l'ouvrage de 1865). Il écrit cette ouvrage à une époque où les britanniques commençaient à s'inquiéter de la diminution de leurs réserves de charbon. La plupart des experts de l'époque disaient qu'il fallait augmenter l'efficacité de la production, l'efficacité dans l'utilisation des matières premières, ici le charbon, pour réduire la consommation de charbon, et Jevons, dans son ouvrage, développera un argument totalement opposée puisqu'il dit, au contraire, que toute augmentation de l'efficacité dans les méthodes de production va augmenter l'utilisation du charbon : c'est ce que l'on appelle « le Paradoxe de Jevons ».

Ce paradoxe peut s'expliquer assez facilement : l'augmentation de l'efficacité dans l'utilisation d'une ressource, comme le charbon, diminue son prix et donc rend son utilisation plus attractive. Dans les années 1980, un certain nombre d'économistes ont reformulé le paradoxe et généralisé en disant que l'augmentation de l'efficacité énergétique tend à augmenter l'utilisation/la consommation d'énergie ; d'une part, parce que cela rend l'énergie moins cher à utiliser et d'autre part, parce que cela crée de la croissance qui est consommatrice d'énergie. Le progrès technologique améliore l'efficacité énergétique mais ne réduit pas la consommation d'énergie.

B. Alfred Marshall

Né en 1842, mort en 1924, Alfred Marshall est l'un des économistes les plus connus de la fin du XIX^{ème} siècle : il est le véritable fondateur de l'école anglaise. C'est notamment lui le théoricien de l'équilibre partiel.

Marshall refuse de raisonner en termes d'équilibre générale et insiste sur l'importance de comprendre comment on obtient l'équilibre sur les marchés pris séparément les uns des autres. Il s'intéresse aux fonctionnements des marchés pris individuellement, sans interdépendance et pour lui, il n'est pas nécessaire de tenir compte de ces interdépendances. Son raisonnement est que l'économie ne s'autorégule pas globalement : il peut y avoir déséquilibre sur certains marchés, mais, globalement, l'intervention de l'Etat est nécessaire pour réaliser cet équilibre sur l'ensemble des marchés parce que c'est à l'Etat que va le rôle de réaliser l'équilibre sur les marchés.

Alfred Marshall sera le premier à développer le concept d'externalités. L'externalité est une conséquence inattendue qui se produit à l'issue d'un processus de production : tout activité économique à un objectif principal et, à cet objectif principal vient s'ajouter un second effet, qui n'était pas forcément prévu au départ. L'un des problèmes qui se posent est que ces effets dits externes sont hors marchés : l'exemple typique d'externalités négatives est la pollution. Il

n'existe donc pas de marché pour l'échange d'externalités. Le second problème, lié au premier, est que ces effets se manifestent « à l'extérieur » des limites du processus de production ; par conséquent, l'agent économique produisant l'effet externe ne tient pas compte du coût (ou gain) qu'il produit de manière externe dans son processus de production. On a un écart entre le calcul « privé », le calcul de l'individu qui maximise sa fonction d'utilité/de profit et le calcul social, intégrant les conséquences que cela a sur les autres individus.

On peut démontrer assez facilement que les externalités négatives sont toujours produites en trop grande quantité et, réciproquement, les externalités positives sont toujours produites en trop petite quantité.

Alfred Marshall est le premier à introduire la notion de temps dans l'économie, en parallèle avec les autrichiens, tel que Menger ou Böhm-Bawerk, et distingue la courte de la longue période. En l'occurrence, la longue période est caractérisée par la capacité de changement sur la composition du capital et aussi dans le mode de comportement des agents, et en comparaison à la courte période – période pendant laquelle le comportement des agents et de la composition du capital reste stable.

Fin du cours d'histoire de la pensée économique

Signé par :

(^) (^)

(= ^ - ^ =)

(") (")

POOKIPOOKI

votre fidèle serviteur ...

2010

2011



Histoire de la pensée économique



H34VEN

Cours pour Licence 3, Semestre 6 Année 2012